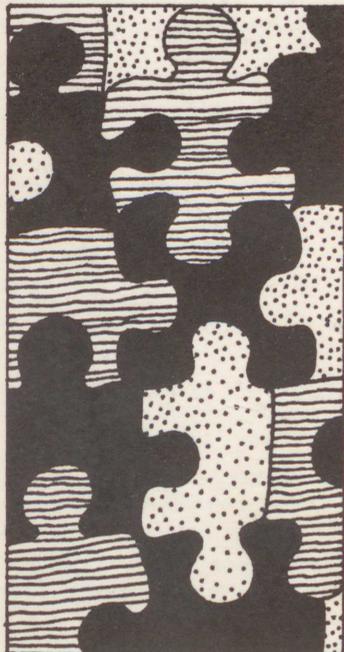


J. Nagels

**Sur la nature
de la crise**

Duchateau-Moins

**Révolution
culturelle
en Hongrie**



J. Du Bosch

**Angola : le sens
d'un combat**

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 22 (41)

7^{me} année — Février 1976 — 50 F

Sommaire

Jacques Nagels Réflexions sur la nature de la crise	p. 1
Roger Pierre RTB : un statut pour un temps de crise	p. 15
Jean Du Bosch Angola : le sens d'un combat	p. 20
Augustin Duchâteau et Jacques Moins Révolution culturelle en Hongrie	p. 27
L'aventure murale du métro Hankar Comment peindre collectivement ?	p. 39
En diagonale	p. 44
Lire des livres	p. 47

Un dessin de Marcelle Lavachery

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vanderhoff, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Réflexions sur la nature de la crise

La crise que traversent les pays capitalistes est de loin la plus profonde depuis la deuxième guerre mondiale. Plus personne ne conteste ni son ampleur, ni sa durée, ni les profondes séquelles qu'elle laissera derrière elle. Les faits sont d'ailleurs suffisamment éloquents et têtus pour ébranler l'esprit le plus récalcitrant : chômage généralisé, taux d'inflation galopant, volume des échanges intérieurs et extérieurs en régression, chute des investissements, production industrielle en baisse, etc...

Cette crise économique se double d'une crise de civilisation, d'une crise de la pensée dominante. L'économie politique académique, bastion de l'idéologie bourgeoise, se complait dans un radotage sénile. Jusqu'il y a quelques années, la pensée du Maître — Lord John Maynard Keynes — constituait la charpente des manuels d'économie, guidait les recherches, planait sur les auditoires universitaires, inspirait les ministres. Les économistes « bien-pensants » avaient trouvé un nouvel Adam Smith, les sociaux-démocrates vulgaires un nouveau Marx.

Keynes est mort : il fut l'homme qui conceptualisa la phase de construction du capitalisme monopoliste d'état (C.M.E.). Il dota l'économie politique bourgeoise de notions macro-économiques qui constituent le fondement de la comptabilité nationale et qui sont seules susceptibles de sous-tendre l'intervention de l'Etat en matière économique. Il arma idéologiquement la bourgeoisie pour mettre sur pieds une politique économique anti-cyclique réaliste. Ce fut une contribution relativement adéquate pour accélérer la formation et la consolidation du C.M.E.; elle est totalement inadéquate dans la phase de crise du C.M.E.

Keynes mort, la pensée économique bourgeoise se trouve déboussolée. Que faire ? La plupart des économistes de l'establishment ferment les yeux, se bouchent nez et oreilles, et perfectionnent avec une frénésie kafkaïenne des modèles mathématiques de plus en plus sophistiqués. Ces élucubrations économétriques prévisionnelles ont tout prévu, sauf la crise monétaire, sauf la crise de l'énergie, sauf l'inflation galopante, sauf une croissance négative, sauf la « stagflation » (*), sauf la « slumpflation » (**), sauf le chômage... Sauf la crise. L'écart entre l'univers feutré de la théorie et la réalité rugueuse de la société capitaliste devient de plus en plus grand.

Et la pensée marxiste est-elle capable, elle, de fournir une explication tant soit peu cohérente de la crise ? S'agit-il d'une crise conjoncturelle, certes profonde, mais de relativement courte durée ? S'agit-il d'une crise structurelle du capitalisme monopoliste d'état ? Ou s'agit-il d'une nouvelle phase de la crise générale du mode de production capitaliste ?

L'idée centrale qui sera développée dans cet article est, au fond, très simple : les années 1974-1975-1976 forment le lieu de convergence de ces trois types de crise (*). Dans les conclusions, on verra quels enseignements politiques il convient de tirer de cette analyse de la crise actuelle.

x x x

1. — EVOLUTION DE LA CRISE GENERALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

1.1. Début de la crise générale

La crise générale du mode de production capitaliste commence avec la première guerre mondiale. L'intervention de l'Etat en matière économique débute pendant la guerre de 14-18, s'accroît après la crise de 1929-34, s'approfondit après la deuxième guerre mondiale. Cette intervention de l'Etat en économie marchande n'est pas neuve. L'histoire du mode de production capitaliste enseigne que l'Etat intervient massivement à deux stades du développement du capitalisme : lors de la naissance du capitalisme pour casser les rapports de production antérieurs et favoriser l'éclosion des rapports de production capitalistes embryonnaires; à la fin du mode de production capitaliste pour empêcher que des nouveaux rapports de production évincent le capital. Dans les deux cas, l'intervention de l'Etat ne constitue pas un signe de vitalité, mais elle témoigne de la faiblesse du système : dans son enfance où ses reins ne sont pas encore assez solides, dans son troisième âge où un soutien s'avère indispensable.

La perspective réelle d'instaurer en 1917 un mode de production supérieur — le socialisme — constitue le deuxième symptôme de la crise générale. Dans un article récent, H. Claude l'observe à juste titre :

« La révolution victorieuse d'octobre et la naissance du premier Etat socialiste ont amené un changement radical dans les conditions d'existence du capitalisme avec l'apparition d'une contradic-

(*) par « stagflation » on entend l'inflation en période de stagnation.

(**) par « slumpflation » on entend l'inflation en période de récession.

(*) Dans un récent article de la revue « La Pensée » (octobre 1975), Henri Claude, par une analyse un peu différente, aboutit à des conclusions similaires.

tion d'une nature entièrement nouvelle, d'une contradiction en quelque sorte EXTERNE au capitalisme, qui oppose le capitalisme dans son ensemble au pays qui construit le socialisme. A partir de ce moment, en effet, le capitalisme cesse d'être le système unique d'économie et de régner sans partage sur le monde. La scission du monde en deux systèmes économiques et sociaux opposés et la lutte entre ces deux systèmes deviennent des éléments essentiels de la crise générale du capitalisme ». (*)

1.2. Développement de la crise générale après la deuxième guerre mondiale.

Après la 2e guerre, le socialisme dans plusieurs pays succède au socialisme dans un seul pays. Petit à petit se construit sur le plan international un système économique socialiste. Grâce notamment à une réforme économique relativement profonde instaurée depuis 1966-1970 la plupart des pays socialistes se renforcent. Cette réforme qui se caractérise principalement par un degré plus élevé de décentralisation, par un pouvoir accru des entreprises, par une participation plus massive des travailleurs à la prise de décision économique, par une utilisation plus souple des mécanismes du plan... sort ses effets : rythme plus rapide de la croissance économique, nette augmentation de la productivité du travail, amélioration du niveau et de la qualité de la vie, intégration économique accélérée entre les pays du Comecon. Ni les répercussions du renchérissement du pétrole, ni les difficultés que rencontre l'agriculture soviétique en 1975, ni les incidences actuelles de la crise du capitalisme sur le commerce extérieur du monde socialiste n'infirmant cette tendance générale. Ces difficultés temporaires peuvent certes gêner le développement harmonieux et accéléré; elles ne perturbent pas le renforcement global du système socialiste.

Dans les décennies qui suivent 1940-1945, le colonialisme s'écroule. Même s'il fait place, dans la plupart des cas, au néo-colonialisme qui maintient la domination économique du marché capitaliste sur les pays coloniaux devenus administrativement indépendants, cette transformation constitue un recul pour le grand capital.

De plus, d'ailleurs, on assiste à une mise en question du néo-colonialisme par de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. La volonté nouvelle et coriace de créer un nouvel ordre économique monétaire et financier mondial où les relations économiques internationales se fassent entre partenaires égaux en droits, où le système monétaire et les mécanismes de formation des prix ne soient plus prohibitifs pour les pays industriellement sous-développés, a acquis une nouvelle dimension avec la crise de l'énergie.

1.3. Aspects récents de la crise générale

1.3.1. La crise monétaire de 1971

Après la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. dominant, d'une façon incontestée, les autres puissances impérialistes sorties affaiblies de la guerre et touchées très rapidement et plus fortement que les USA par le processus de décolonisation. Dans les années

(*) Henri CLAUDE, *Crise générale, crise structurelle et crise cyclique en 1975*, dans la Pensée, Paris, octobre 1975, p. 42.

60, le Japon et l'Europe ont repris du poil de la bête jusqu'à mettre en péril l'équilibre de la balance commerciale américaine, ce qui montre avec éclat que la compétitivité des Etats-Unis sur le marché mondial était entamée.

Postes de la Balance des Paiements des USA	Images du déficit américain (en milliards de \$) (1)					9 premiers mois 71
	1964	1967	1968	1969	1970	
1. Balance commerciale (opérations s/biens matériels) (2)	+ 6,8	+ 3,9	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,2	— 1,7
2. Balance des paiements courants (opérations s/biens et services) (3)	+ 5,9	+ 2,2	— 0,3	— 0,9	+ 0,6	— 1,52
3. Balance de Base (2) + mouvements de capital à long terme) (4)	— 0,08	— 3,1	— 1,8	— 3,3	— 3	plus de — 10

La diminution du solde positif de la balance commerciale, très nette à partir de 1967 et devenant négatif le premier trimestre 1971 — et ce pour la première fois depuis 1945 — est dû essentiellement à l'introduction massive de produits japonais et européens sur le marché américain (électroniques, radios, voitures, autres biens de consommation durable, etc...) ainsi qu'à la concurrence exacerbée des produits japonais et allemands sur le marché mondial.

La détérioration de la balance des opérations courantes est due principalement à l'affaiblissement de la balance commerciale ainsi qu'aux conséquences de la politique de « gendarme mondial » joué par les USA, surtout au Vietnam.

Du moment que le solde négatif de la balance de base (Balance des opérations courantes + solde des mouvements de capitaux à long terme) n'était pas trop important, il pouvait être compensé par :

- les opérations de capital à court terme;
- des sorties de dollars, acceptés par tous comme de l'or.

Ce rôle de banquier mondial — la fonction principale d'une banque dans un pays capitaliste consiste à recevoir des fonds à court terme pour les prêter à plus long terme, c'est-à-dire à transformer le « court en long » — les USA ne pouvaient plus le jouer

(1) Simonnot, P., *L'avenir du système monétaire*, Paris, 1972, p. 115.

(2) La balance commerciale n'a trait qu'aux opérations sur biens matériels.

(3) La balance des opérations courantes concerne les opérations sur biens et les opérations sur biens invisibles ou services (transports, assurance, tourisme, revenus du capital, revenus du travail).

(4) La balance de base comprend deux postes :

1. la balance des opérations courantes
2. les mouvements de capital à long terme (achat d'actions et d'obligations, achat de titres de la dette publique, investissements directs à l'étranger...).

du moment que leur solde positif de la balance commerciale n'était plus suffisant, du moment que le reste du monde commençait à ne plus faire confiance en la solvabilité de la « banque USA ». De là, la crise de 1971.

Il s'ensuivit la fin du système monétaire international découlant des accords de Bretton-Woods, c'est-à-dire la fin de l'hégémonie incontestée des USA par rapport aux autres puissances impérialistes, la fin des parités fixes, la fin de l'identité entre l'or et le dollar.

1.3.2. La crise de l'énergie (*)

La crise pétrolière a eu des effets différents selon les pays. Elle a accentué les contradictions interimpérialistes. Elle a donné une ampleur nouvelle à la lutte des classes au sein des pays capitalistes.

Pour deux raisons, les Etats-Unis ont été moins touchés que les autres pays industriels. D'abord, ils sont également producteurs de pétrole et, de ce fait, ils en importent relativement moins. En 1973, les importations représentaient 36 % de leur consommation totale. En 1985, « le concours de l'accélération du pétrole comme source d'énergie devrait ramener le pourcentage à environ 20 % ». En outre, la ventilation géographique de leurs importations est beaucoup plus grande que celle des autres puissances industrielles capitalistes, ce qui leur assure une moins grande dépendance vis-à-vis d'un pays, ou d'un groupe de pays. (Importations du pétrole en provenance du Canada : 31 %; des pays arabes : 23 %; Nigéria : 14 %; Vénézuéla : 10 %...). Enfin, les principales compagnies pétrolières étant américaines, on a calculé que plus ou moins 80 % des profits de toutes les sociétés pétrolières sont rapatriés aux Etats-Unis. Puisque ces profits ont plus que doublé depuis 1973, cela allège considérablement la balance de paiements américaine.

Le Japon et l'Europe occidentale ont été le plus accablés par la hausse du prix du pétrole. En premier lieu parce qu'ils ne disposent pas de ressources pétrolières. Ensuite, parce qu'ils ont eu la légèreté d'axer leur politique énergétique sur un bien qu'ils ne possèdent pas. Cette légèreté n'était pas fatale. Elle a été dictée par les compagnies pétrolières qui ont voulu éliminer un bien-substitut, en l'occurrence le charbon. Les pays socialistes, qui possèdent pourtant d'importantes ressources en pétrole, ont continué l'exploitation du charbon sur une grande échelle.

Avant la crise pétrolière certains pays d'Europe connaissaient déjà des difficultés de balance des paiements : principalement l'Italie, la Grande-Bretagne et la France. Etant plus vulnérables, ces pays-là ont plus durement ressenti que d'autres (RFA, Benelux) les effets de la crise.

En outre, dans tous les pays capitalistes industrialisés, la bourgeoisie monopoliste a tenté de répercuter les difficultés auxquelles elle était confrontée sur la classe ouvrière. La crise pétrolière a donc donné une dimension nouvelle à la lutte des classes en l'amplifiant et en liant une politique de réformes de structure antimonomopolistes sur le plan national à une politique étrangère indépendante.

(*) On trouvera une analyse détaillée de cette crise dans le dossier « pétrole » publié par les Cahiers Marxistes en avril 1975.

Sur le plan de l'impérialisme au niveau mondial, la crise pétrolière a montré que si les Etats-Unis ne disposent plus de l'hégémonie incontestée qu'ils avaient de 1945 à 1967-68, ils demeurent néanmoins la puissance impérialiste la plus importante.

1.3.3. Les contradictions inter-impérialistes face à ces deux crises

En effet, dans les deux moments les plus critiques de ces dernières années, à savoir la crise monétaire de 1971 et la crise de l'énergie de 1973, les Etats-Unis ont pu imposer leurs propres solutions.

Dans le premier cas, la non-convertibilité du dollar en or, la dévaluation du dollar, l'instauration de cours flottants, les « diktats » protectionnistes décrétés par les USA — toutes mesures imposées unilatéralement par la bourgeoisie monopoliste américaine sans l'ombre d'une concertation avec ses « alliés » — ont favorisé la position américaine. Les bourgeoisies monopolistes européennes ont été bien incapables de surmonter leurs contradictions internes. L'éclatement du « serpent européen » écartelé par des situations de balances de paiements contradictoires — surplus chroniques du côté allemand et des pays du Benelux contre déficits italiens, français et britanniques — en fait foi.

Dans le second cas, les Etats-Unis ont réussi à maintenir l'unité des pays capitalistes monopolistes d'Etat face à l'O.P.E.P. et ce fondamentalement à l'encontre des intérêts des peuples européens qui avaient tout avantage à établir des relations bilatérales avec les pays producteurs de pétrole. C'est dans ce but qu'a été créée l'Agence Internationale de l'Energie. Cette agence qui regroupe les pays capitalistes industrialisés sous la bannière étoilée tente de saper l'unité des pays de l'OPEP en mettant leur équilibre financier extérieur en difficulté. Diminuer la consommation de pétrole et donc faire pression sur les prix pour contrer la juste lutte des pays du tiers monde, voilà le but avoué de l'Agence. Mais il y a plus, car l'empire des compagnies pétrolières empêchées de poursuivre leur activité d'autant, devra s'étendre maintenant à ces nouvelles formes d'énergie. Le formidable investissement que nécessite une pareille transformation ne peut se faire que si des ressources financières suffisantes sont dégagées. D'où l'idée d'un prix-plancher pour la vente des produits pétroliers.

Si les Etats-Unis peuvent continuer à imposer les solutions, qui sont les plus avantageuses pour la bourgeoisie monopoliste américaine, aux bourgeoisies monopolistes européennes, c'est pour trois types de raisons.

En premier lieu, bien sûr, parce que l'impérialisme américain — même s'il ne jouit plus de l'hégémonie qu'il détenait de 1945 à 1967 — demeure la puissance impérialiste la plus importante.

En deuxième lieu parce que la bourgeoisie monopoliste américaine a les mains plus libres que les bourgeoisies monopolistes européennes dont la liberté de manœuvre est fortement limitée par les batailles des forces progressistes en Europe. Ces combats des classes ouvrières d'Europe ont d'ailleurs favorisé « l'atlantisme » des bourgeoisies monopolistes européennes. Ce phénomène semble particulièrement frappant en France et en Italie où les batailles des forces progressistes ont atteint le niveau le plus élevé. Quand la contradiction principale « bourgeoisie-classe ouvrière » s'approfondit, les bourgeoisies monopolistes européennes perdent toute dignité.

té nationale pour se jeter aux pieds du « grand protecteur Yankee ». Le passage de Pompidou à Giscard d'Estaing en France, l'achat des avions américains — et non du « Mirage » français — par les principaux pays de l'OTAN illustrent ce phénomène.

En troisième lieu, l'existence de contradictions importantes entre les bourgeoisies monopolistes d'Europe face à UNE politique d'UNE bourgeoisie monopoliste américaine affaiblit « l'Europe des monopoles » face à la bourgeoisie monopoliste américaine. Les investissements américains en Europe, les rapports de domination entre monopoles américains et leurs filiales européennes — autant de chevaux de Troie de la bourgeoisie monopoliste américaine en Europe — renforcent naturellement cette tendance.

2. — LA CRISE STRUCTURELLE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

L'étude de la crise générale du mode de production capitaliste suppose une approche planétaire qui englobe l'ensemble des relations économiques capitalistes : relations inter-impérialistes entre USA, Japon et Europe; relations entre pays socialistes et pays capitalistes; relations entre pays capitalistes développés et tiers monde.

L'analyse de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat peut être menée à partir d'une approche plus restreinte : elle affecte exclusivement les pays qui traversent la phase « monopoliste d'Etat » du capitalisme. S'il est toujours délicat d'avancer des dates précises quand il s'agit de l'évolution des entrailles d'un système économique, on peut néanmoins situer le début de cette crise aux alentours des années 1968-1971. (*).

Il va de soi que d'innombrables interférences lient ces deux types de crise. Le renchérissement du pétrole et les difficultés monétaires internationales approfondissent la crise du C.M.E. Par ricochet, celle-ci influence toutes les relations économiques internationales, donc celles entre pays développés et pays sous-développés; entre pays capitalistes et pays socialistes, etc...

Nous nous limiterons à étudier le C.M.E. à partir de 1945. Cette période peut être scindée en deux étapes : la première va de la fin de la deuxième guerre mondiale à 1968-1971; la seconde débute en 1968-1971.

2.1. Développement du C.M.E. de 1945 à 1968-1971.

La première étape se caractérise par une consolidation du capitalisme monopoliste d'Etat, à savoir : l'organisation institutionnelle de l'intervention de l'Etat (en Belgique, création du Directoire Charbonnier, de la Société Nationale d'Investissement, du Centre de Concertation de la Politique Sidérurgique, mise en place des organes d'une planification indicative...) et par une politique économique de soutien aux grands monopoles nationaux et multinationaux (en Belgique : aides aux investissements, attrait des capitaux étrangers, tentatives de politique des revenus...).

On ne retiendra de cette étape que trois éléments déterminants.

(*) L'apport des économistes du P.C.F. (Boccaro, Delaunay, Herzog...) en ces domaines est très enrichissant. Ils sont les premiers à avoir diagnostiqué cette crise et à avoir circonscrit ses traits principaux. Même si on ne partage pas de nombreux aspects de leurs analyses, on ne peut pas nier qu'ils ont fait œuvre utile pour le développement des recherches économiques marxistes contemporaines.

2.1.1 Désynchronisation des crises cycliques.

Depuis la deuxième guerre mondiale les cycles économiques sont désynchronisés entre les USA, le Japon et l'Europe.

C'est-à-dire que quand les Etats-Unis traversent par exemple une phase de récession, l'Europe connaît une expansion. Deux facteurs expliquent cette désynchronisation : les Etats-Unis sont sortis renforcés de la deuxième guerre mondiale; tandis que ses concurrents japonais et européens en sont sortis affaiblis. De là, un écart considérable entre ces deux groupes de pays.

En deuxième lieu, l'Europe a été beaucoup plus touchée par la décolonisation que les Etats-Unis.

Cette désynchronisation a des effets anti-cycliques. En effet, la partie du monde capitaliste en expansion, accroît ses importations. Ceci favorise les exportations de la partie en récession et empêche l'approfondissement de la récession.

La synchronisation correspond à une situation « normale ». En effet, les similitudes de structures entre les différents pays capitalistes et la densité des relations économiques réciproques expliquent que le « monde capitaliste » évolue comme un seul système. Il s'ensuit que quand les causes de la désynchronisation s'atténuent, voire disparaissent, la resynchronisation des cycles réapparaît. On l'a constaté pour la première fois en 1971.

2.1.2. Phase ascendante du cycle Kondratieff

Par cycle de Kondratieff, on entend des mouvements économiques à long terme. La phase ascendante, comme la phase descendante, a une durée moyenne de environ 25 ans.

Le cycle complet dure donc approximativement un demi-siècle. C'est l'économiste russe Kondratieff (5) qui, en s'appuyant sur des séries statistiques qui recouvrent tout le XIXe siècle, a mis ces mouvements de longue durée en évidence. Entre les deux guerres J.A. Schumpeter (6), et en 1947, Dupriez (7) (U.C.L.) ont poursuivi ces recherches. Ernest Mandel (8), dans sa récente thèse de doctorat, y consacre tout un chapitre. La concordance entre la théorie et la réalité semble être établie pour l'évolution des prix et des taux d'intérêt. La vérification est moins probante pour les volumes de la production.

Pour la plupart de ces auteurs (Kondratieff, Schumpeter, Mandel), l'origine de ces mouvements est à rechercher dans les innovations : la phase ascendante serait liée à l'application de nouvelles découvertes. Ainsi, la période d'expansion 1890-1914 est marquée par l'électrification et le moteur à explosion; la période 1945-1970 est caractérisée par l'utilisation d'ordinateurs et par l'introduction de l'automation dans certaines branches industrielles de pointe.

Pour ces raisons qui sont dominées par des préoccupations idéologiques, la pensée académique d'après la deuxième guerre mondiale a fortement combattu cette thèse. En effet, quand on pré-

(5) Kondratieff, N. D., *Die langen Wellen der Konjunktur*, dans *Archiv für Sozialwiss. und Sozialpolitik*, vol. 56, déc. 1926.

(6) Schumpeter, J. A. *Business Cycles*, New York, 1939.

(7) Dupriez, L. H., *Des mouvements économiques généraux*, Louvain, 1947.

(8) Mandel, E., *Der Spätkapitalismus*, R.F.A., Frankfurt, 1972.

sente les vertus de la « société de bien-être », de la « société de l'opulence », de la « société de consommation », comme éternelles, on ne peut pas admettre que l'expansion rapide de la période 1945-70 pourrait être temporaire. Naturellement, la crise actuelle, qui survient approximativement 25 ans après le début de la phase ascendante d'un cycle Kondratieff, replace cette théorie au premier plan.

Ces 80 dernières années ont donc été caractérisées par trois phases :

1890-1914 : phase ascendante.

1918-1940 : phase déclinante marquée par la crise 1929-1933 (les Etats-Unis n'ont retrouvé qu'en 1939 le niveau du revenu national de 1928).

1945-1970 : phase ascendante caractérisée par une augmentation du progrès technique, une hausse très nette de la rentabilité, une croissance économique rapide, etc.

2.1.3. Taux de profit croissant ou constant

Le progrès technique perfectionne et renchérit les moyens de production. De ce fait, le montant du capital fixe utilisé par travailleur croît. Puisque seuls les travailleurs salariés productifs créent de la plus-value, on comprend que le rapport entre la masse globale de la plus-value produite et la somme du capital engagé a tendance à décroître. C'est ce que Marx a qualifié de baisse tendancielle du taux de profit.

Quatre éléments majeurs ont contrecarré cette baisse pendant la période de 1945-1970 :

- le bas prix des matières premières importées des pays du « Tiers Monde »;
- les taux de profit exorbitants des investissements dans les pays sous-développés;
- l'intervention croissante et massive de l'Etat dans les pays capitalistes;
- l'extension des marchés internes entre pays capitalistes développés (Marché commun, échanges accrus entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe).

Seules des études empiriques permettraient de déterminer si pour l'ensemble du monde capitaliste, ces quatre éléments l'emportent. Il semble établi que pour l'économie belge ce taux de profit augmente de 1955 à 1969. La chute de 1969 se prolonge jusqu'en 1973 (9).

Cette hausse — plausible à nos yeux — du taux de profit de l'ensemble des pays capitalistes expliquerait, notamment, le montant élevé des investissements ainsi qu'une croissance économique honorable durant la période considérée.

2.2. Développement du C.M.E. depuis 1968-1971

Mai 1968 : date que tout le monde a encore en mémoire et qui symbolise l'entrée massive dans la lutte de classes de nouvelles couches sociales aux côtés de la classe ouvrière. Mai '68 : l'idéolo-

(9) Ces indications proviennent d'une recherche effectuée par Michel ALLE dans son mémoire de licence « Quelques aspects de la loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit », (septembre 1975).

gie dominante est contestée. On parle de crise de civilisation. On décèle aussi les premiers symptômes de la crise monétaire internationale : les Etats-Unis rechignent à échanger de l'or contre du dollar.

15 août 1971 : Nixon détrône le dollar. C'est la fin d'une époque. En même temps, les cycles se resynchronisent et dans les pays arabes, les forces progressistes avancent, encore timidement, l'utilisation du pétrole comme arme stratégique pour sortir du sous-développement.

Comment les facteurs positifs qui ont motivé un taux de croissance relativement élevé de 1945 à 1970, se sont-ils modifiés pour devenir des facteurs négatifs qui expliquent le début de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat ?

22.1. Resynchronisation des cycles

Après un certain nombre d'années, les éléments qui causent la désynchronisation des cycles — décalage dû à la guerre et disparité face à la décolonisation — diminuent leurs effets.

Dès lors, l'état normal de l'économie mondiale qui vit dans une situation comparable à des vases communicants, réapparaît et les cycles se resynchronisent. Cette synchronisation, qui débute en 1971, approfondit les phénomènes de crise conjoncturelle.

2.2.2. Phase descendante du cycle de Kondratieff

Après approximativement 25 ans de phase ascendante, le cycle de Kondratieff entame sa phase descendante. La croissance économique, sans pour autant devoir rester au plancher de 1975 et de 1976, aura tendance à demeurer inférieure à la période précédente.

2.2.3. Chute du taux de profit moyen

Le taux de profit moyen — qui en Belgique a commencé à fléchir en 1969 — aura tendance à décroître. En effet, les éléments qui ont joué à la hausse de 1945 à 1970, diminuent globalement leur influence. Certes, l'intervention de l'Etat peut encore s'accroître — bien qu'ici également un seuil semble exister — et contrecarrer la baisse du taux de profit. En revanche, les trois autres éléments sont en perte de vitesse : le « tiers Monde », après la hausse exemplaire du prix du pétrole semble de moins en moins disposé à accepter la vente de ses matières premières à vil prix; les réactions contre les investissements étrangers s'amplifient; le rythme d'extension des marchés entre pays capitalistes se tasse.

3. — CONCLUSIONS

3.1. Les problèmes ouverts

L'explication globale qui vient d'être esquissée forme un cadre général d'analyse. Elle ne clôt pas la question. Au contraire, elle laisse une série de problèmes en suspens. Je n'en cite que deux.

En premier lieu, il faut rendre compte de l'inflation. De l'inflation rampante d'après la deuxième guerre mondiale, de son accélération ultérieure et de l'explosion récente des prix. Que l'inflation

soit liée à la phase de consolidation du C.M.E., à la monopolisation des principaux marchés, à l'intervention massive de l'Etat, à un développement spécifique de la structure des coûts : aucun marxiste n'en doute. Seulement en énonçant ces grandes vérités on n'a pas tout dit. Et en répétant ces grandes vérités, on ne se rapproche pas de la compréhension scientifique de la réalité. L'économie politique marxiste n'est pas démunie devant ces phénomènes nouveaux. D'innombrables éléments d'explication ont été fournis.

Je songe notamment aux explications liées à l'exportation de l'inflation américaine en Europe par une injection massive de dollars dans les économies européennes après la deuxième guerre mondiale, ainsi qu'au rôle inflationniste joué par le recours de plus en plus important au crédit, deux phénomènes sur lesquels Pierre Joye a mis l'accent dans son important article de décembre 1974 sur les causes de l'inflation (10). Je pense également à la part de l'inflation causée par ce qu'on appelle le financement des investissements par une élévation anormale du prix des marchandises produites. Ce mécanisme a des effets négatifs croissants quand le progrès technique est rapide et quand la concurrence effrénée entre grandes entreprises oblige celles-ci à remplacer leurs machines longtemps avant leur usure réelle. P. Frantzen a mis cet élément en évidence dans le rapport qu'il a présenté pour la préparation du congrès extraordinaire de la FGTB en 1970 (11). En troisième lieu, il faut rappeler l'incidence des échanges entre partenaires « inégaux », où les uns ont un poids économique et financier prépondérant (monopoles, grandes entreprises capitalistes...) et où les autres sont des entreprises faibles et vulnérables. Cette situation peut aussi bien se présenter à l'intérieur d'un pays capitaliste développé, par exemple : vente par les monopoles de machines agricoles, d'engrais chimiques, d'herbicides, d'insecticides, de composés, à des petits agriculteurs — que dans les échanges internationaux, entre sociétés multinationales et pays en voie de développement. Ces rapports de force inégaux permettent notamment aux monopoles de réaliser des surprofits quand ils figurent sur le marché comme vendeurs. L'économiste soviétique E. Varga a attiré l'attention sur les effets inflationnistes de ces procédés (12). En dernier lieu, je songe aux explications intéressantes de l'académicien soviétique Wygodsky, qui lie l'inflation rampante des années 1950-1967/8 à la seule hausse des prix monopolistes et qui rend compte de l'accélération postérieure de l'inflation par un effet de propagation qui touche toutes les branches économiques (13).

D'autres facteurs ont encore été avancés par des économistes marxistes. Il n'y a donc pas carence du marxisme. Ce qui me semble faire défaut à l'heure actuelle, c'est plutôt une explication globale, cohérente, capable d'intégrer les divers éléments d'explication partiels et susceptible d'attribuer à chaque cause le poids spécifique qui lui est propre.

(10) Joye, P., *Inflation, récession et crise du système*, dans *Cahiers marxistes*, décembre 1974, p. 1, p. 13.

(11) Frantzen, P., *Le congrès extraordinaire de la F.G.T.B. et la démocratie économique*, dans *Cahiers marxistes*, sept.-oct.-nov. 1970, p. 1, p. 25.

(12) Varga, E., *Le problème du transfert des capitaux en rapport avec le nivellement du taux de profit. Le taux de profit sous le capitalisme monopoliste*, dans *Essais sur l'économie politique du capitalisme*, Moscou, Edit. du Progrès, 1967.

(13) Wygodsky S. L., *Le capitalisme contemporain*, traduit du russe en allemand, D.D.R., Berlin, Dietz Verlag, 1972.

En second lieu, il faudrait faire une série d'études empiriques sur les principaux « ratio's » (14) qu'on utilise continuellement, dont on sait qu'ils sont cruciaux, déterminants pour l'évolution du capitalisme mais dont on connaît très mal la valeur exacte. Comme je l'ai signalé on peut établir, par voie de raisonnement et de description, quels éléments jouent à la hausse ou à la baisse de ces ratio's... la résultante de ces éléments contradictoires ne peut être connue que par vérification empirique.

3.2. 1929-1933 et 1974-1976

Le début de la crise du C.M.E. se situe exactement au même moment que l'approfondissement de la crise générale du mode de production capitaliste. Nulle coïncidence en histoire : les effets de l'une ont accéléré et amplifié le développement de l'autre. Il n'y a donc pas moyen de dissocier ces deux types de crise : leurs causes et leurs effets sont dialectiquement liés et ce depuis 1967-1968.

Quand de surcroît, une dépression cyclique « classique » vient, en 1974-1976, interférer avec les deux crises structurelles précédentes et quand, de plus, ce recul conjoncturel est synchronisé sur le plan international, on comprend aisément pourquoi cette crise-ci est si profonde.

Ces conséquences sont néanmoins moins tragiques qu'en 1929-1934. Pourquoi ?

Bien qu'également synchronisée sur le plan international, la crise 1929-1934 se situe dans un cadre mondial tout différent et les pays capitalistes développés traversent une phase « monopoliste l'Etat » très dissemblable.

Le rapport de forces sur le plan international entre les forces progressistes et forces réactionnaires était incomparablement plus favorable à la bourgeoisie monopoliste. Le socialisme se construisant avec d'énormes difficultés dans un seul pays économiquement arriéré. Les peuples du « Tiers Monde » subissaient une surexploitation capitaliste. La division internationale du travail instaurée progressivement depuis l'époque mercantiliste et qui déterminait les bas prix des matières premières triomphait. Il s'ensuit que sur le plan international la bourgeoisie monopoliste avait les mains beaucoup plus libres qu'aujourd'hui.

D'autre part, sur le plan interne, dans les pays capitalistes hautement industrialisés, la concentration du capital était moins poussée et la classe ouvrière avait atteint un niveau d'organisation et de cohésion moins élevé. En outre, la monopolisation du capital et la salarisation du travail étant moins prononcées, les couches capitalistes non-monopolistes, les professions « libérales », les intellectuels, le monde de la science, etc... étaient objectivement beaucoup plus

(14) Par ratio's on entend des rapports entre deux ou plusieurs facteurs. Les ratio's stratégiques sont : le taux d'exploitation $\left(\frac{M}{V}\right)$, le taux de profit $\left(\frac{M}{C+V}\right)$, la composition organique du capital $\left(\frac{C}{V}\right)$.

Les symboles signifient : M : plus-value
V : somme des salaires des travailleurs productifs
C : capital constant (valeur des moyens de production),

éloignés du combat du prolétariat. Il s'ensuit que sur le plan interne également, la bourgeoisie monopoliste avait les mains beaucoup plus libres : son assise sociale était plus large et son idéologie était plus hégémonique.

Dès lors, en 1929-1934, les conséquences de la crise, pour le monde du travail, furent plus dramatiques : chute plus brutale des revenus, chômage plus accentué, perte catastrophique du pouvoir d'achat des masses, etc...

Ce qui, à première vue, semble paradoxal, à savoir que la crise actuelle est plus profonde, plus critique pour le capital que celle de 1929-1934, mais que d'autre part, ses conséquences sociales sont moins tragiques s'explique encore par les raisons suivantes.

D'abord, la classe ouvrière a engrangé, depuis 1945, pas mal de conquêtes sociales. Un système de sécurité sociale, certes insuffisant, mais néanmoins important, garantit, quelles que soient les circonstances économiques, un certain pouvoir d'achat. La satisfaction des besoins collectifs (enseignement, soins médicaux, services publics...) a atteint un degré élevé. Des allocations de chômage prémunissent les chômeurs contre une chute de revenus trop vertigineuse. Or, l'ensemble de ces acquis de la classe ouvrière a un effet anti-cyclique certain. Ils empêchent la dépression de s'approfondir. En effet, quelle que soit la pression que la bourgeoisie veut exercer sur le pouvoir d'achat des masses, celui-ci demeure à un niveau de loin supérieur à ce qu'il était avant-guerre. Ce pouvoir d'achat maintient l'activité économique et permet d'éviter une récession trop nette.

En outre, la capacité de résistance de la classe ouvrière — due à un niveau d'organisation supérieur, à l'expérience accumulée de la lutte des classes, etc... — limite le pouvoir d'action anti-populaire de la bourgeoisie. La classe ouvrière, moins vulnérable, est mieux apte à défendre ses acquis historiques et son pouvoir d'achat. De plus, de nombreuses autres couches sociales se rangent aux côtés de la classe ouvrière et empêchent, dans une certaine mesure, la bourgeoisie monopoliste de gouverner selon son bon plaisir. Cette opposition accrue freine également l'accélération de la crise.

En deuxième lieu, la bourgeoisie, en instaurant et en consolidant le capitalisme monopoliste d'Etat a considérablement augmenté le poids du secteur public dans l'économie (administrations de l'Etat, services publics au sens large...) On licencie aisément des travailleurs du secteur privé. On licencie difficilement des fonctionnaires. C'est dire que le secteur public constitue une sorte de volant anti-cyclique qui allège les conséquences néfastes du recul économique.

3.3. Et demain ?

On va vraisemblablement, en 1976-1977, sortir progressivement de la crise cyclique « pure », mais les deux autres types de crise constituent le destin du système capitaliste et on n'y échappera plus sauf si on s'attaque frontalement à ses causes, à savoir l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste. A crise structurelle, réformes de structurelles : seules des réformes de structure démocratiques qui entament le pouvoir économique des monopoles permettront de sortir de cette impasse.

« Sortir progressivement de la crise cyclique pure » ne signifie donc pas retrouver un rythme d'expansion similaire à celui de la période 1945-1970. Au contraire, on peut supposer que la sortie du gouffre s'accompagnera et d'un niveau de chômage nettement supérieur à celui de la période antérieure et d'un taux d'inflation beaucoup plus accentué.

Dans la mesure où la bourgeoisie monopoliste reste au pouvoir, elle devra mener une lutte acharnée pour redresser le taux de profit moyen. Dans ces conditions, elle sera obligée d'approfondir encore le caractère « monopoliste d'Etat » du capitalisme, c'est-à-dire de renforcer l'impact de l'Etat dans l'économie, d'accroître la pression sur les masses populaires, de soumettre davantage l'appareil d'Etat à la volonté des monopoles, de limiter, voire de remettre en question les conquêtes sociales antérieures et donc d'accroître le caractère autoritaire de l'Etat.

Il va de soi que ces expédients, ces dérobades et ces combats d'arrière-garde ne résoudre rien de fondamental et ne feront qu'exacerber la contradiction antagoniste entre bourgeoisie et classe ouvrière.

Pour résoudre fondamentalement la crise, les réformes de structure démocratiques doivent s'attaquer frontalement au pouvoir des monopoles. L'heure des réformettes, « emplâtres sur une jambe de bois », est passée et l'heure des réformes essentielles a sonné. Ce serait déborder du cadre de cet article que d'en parler abondamment. Il suffit de préciser qu'elles impliquent :

- ôter à la bourgeoisie monopoliste les leviers de commande économiques vitaux;
- soustraire l'appareil d'Etat aux intérêts des monopoles.

Cette étape, et *seule* cette étape, permettra d'ouvrir la voie au socialisme.

RTB : un statut pour temps de crise

18 mai 1960 : l'INR disparaît, c'est la naissance de la RTB - BRT. La loi organique crée trois instituts : émissions françaises (RTB), émissions néerlandaises (BRT) et services communs (ISC) chargé de la gestion des services techniques et administratifs. Chaque institut est autonome, a son conseil d'administration et son directeur général. Les conseils d'administration sont nommés par la Chambre (RTB) et par le Sénat (BRT).

Avec la création des conseils culturels, les choses changent : ce sont ces conseils qui nomment les conseils d'administration. En outre, l'Institut des services communs entre en liquidation et doit être partagé entre la RTB et la BRT.

A partir de 1972, nouveau problème : la révision des statuts avec, en toile de fond, l'information et sa très nécessaire « objectivité ». P. Falize, ministre socialiste de la Culture, avance l'idée d'un « conseil d'honneur », véritable tribunal pour journalistes récalcitrants. Le projet n'aboutit pas. Après plus d'un an de tergiversations, le ministre PSC Van Aal dépose au Conseil culturel de la communauté de langue française son projet de décret qui complète un projet de loi déposé au Parlement depuis bientôt huit mois. Ces projets s'insèrent dans un contexte bien précis : la crise économique, sociale et politique et une campagne contre le « gauchisme ertébéen » soigneusement orchestrée par la presse réactionnaire. Cette remise en ordre, c'est le pouvoir central qui devra s'en charger.

LE POUVOIR AU COMITE PERMANENT

C'est au niveau des nouvelles structures de direction que la volonté de contrôle plus étroit de la part du pouvoir central apparaît le plus clairement. Si, en apparence, le directeur général gagne des galons en devenant administrateur général, en réalité, il perd une partie considérable de ses pouvoirs. En principe, ses pouvoirs reviennent au conseil d'administration. Mais, si l'on creuse un peu, on s'aperçoit que, là également, ce n'est qu'une apparence. En fait, le pouvoir réel est entre les mains du comité permanent qui assure la gestion administrative et financière, contrôle « la concordance des programmes réalisés avec le plan approuvé par le conseil d'administration », veille au respect de l'objectivité, assure le respect du pacte culturel.

Le comité permanent est donc bien « l'autorité » de la maison. Sa composition ?

Il faut d'abord remonter au conseil d'administration. Treize membres nommés par le conseil culturel selon le système de la répartition proportionnelle des groupes politiques *reconnus* (à l'exclusion donc des communistes). Les membres du conseil sont nommés pour quatre ans. Le comité permanent est une émanation de ce conseil : le président et des vice-présidents (un par groupe politique représenté), élus également pour quatre ans. La prise de décision sera donc très étroitement liée à la conjoncture politique et l'on imagine aisément les marchandages subtils entre ces quelques représentants des grands partis.

Ce renforcement du pouvoir central est clair également au niveau des centres de production régionaux. En premier lieu, le projet de décret donne au Roi (donc au gouvernement), sur avis du conseil d'administration, le pouvoir de déterminer et le siège et le ressort des centres de production régionaux et des studios qui y sont rattachés.

En second lieu, le projet prévoit la création, auprès de chaque centre, d'une commission régionale d'avis. Or, la composition et le fonctionnement de ces commissions sont déterminés par un arrêté royal, et c'est le ministre de la Culture qui en choisit les membres !

Par rapport à la situation antérieure, il y a donc deux changements : les centres et leurs commissions ont une reconnaissance légale et c'est le pouvoir central qui exerce son contrôle sur les uns et les autres.

LE DROIT DE REPONSE

Ici, une mise au point préalable : toutes les forces démocratiques sont d'accord pour demander l'établissement de ce droit à la radio-télévision dans l'esprit de celui qui existe pour la presse écrite.

Mais le projet gouvernemental ouvre la voie à tous les abus. En effet, il prévoit que « toute personne physique ou morale *intéressée* à des faits erronément rapportés dont l'honorabilité est mise en cause dans les émissions de radio ou de télévision, peut exercer un droit de réponse ». C'est aller beaucoup plus loin que la loi sur le droit de réponse dans la presse écrite (23 juin 1961) qui stipule que : « Toute personne citée *nominativement ou implicitement désignée* dans un écrit périodique, a le droit de requérir dans les trois mois l'insertion gratuite d'un droit de réponse ».

Dans le projet gouvernemental, les définitions sont donc très floues. Où commence et où finit « l'intérêt » qu'une personne peut avoir à certains faits ? Qu'est-ce donc que « l'honorabilité », et qui sera chargé d'en tracer les contours ? On imagine toutes les interprétations que des notions aussi subjectives pourront susciter.

Quant à la responsabilité, le gouvernement estime qu'elle revient au fonctionnaire doté du grade le plus élevé dans la structure de direction. Le directeur général (futur administrateur général) est donc directement visé. Dans cette perspective, il est permis d'imaginer que le contrôle interne sur l'information sera encore renforcé. C'est d'ailleurs un des objectifs de base de l'ensemble des projets. Relevons au passage qu'il n'a pas fallu attendre les nouveaux statuts pour assister à cette « reprise en mains » de l'information. La nouvelle « grille » des journaux parlés du matin en est déjà un bel exemple avec sa tentative de répartition du temps d'antenne entre les partis politiques représentés, à l'intérieur de la maison, par des porte-parole jugés « sûrs ».

Enfin, toujours à propos de ce droit de réponse, il faut noter que le problème a suscité une divergence entre le gouvernement et le conseil d'Etat. Ce dernier estime en effet que « l'attribution et l'organisation d'un droit de réponse sont des matières qui ne sont exclues de la compétence des conseils culturels, ni par une disposition expresse, ni en raison de leur nature ». Pour sa part, le gouvernement « estime que l'instauration d'un droit de réponse ne relève pas de la compétence des conseils culturels ». Toutes les circonstances lui sont bonnes pour élargir et consolider le pouvoir central.

« RENTABILISER »

Si la RTB est un service public — comme le reconnaît le projet de décret — il appartient au gouvernement et au Parlement de lui assurer un budget digne de sa mission. Rien ne justifie que le budget de misère accordé à la RTB — c'est un des plus faibles des neuf pays de la CEE — soit considéré comme inchangeable, comme fatal. Au contraire. Ce qui est malsain, c'est de partir de l'idée que le service public de la radio-télévision doit veiller à rentabiliser sa production. Or, c'est précisément l'idée qui sous-tend les projets de loi et le décret : par « toutes activités » et « toutes opérations », la RTB peut s'assurer des « ressources suffisantes » !

Il s'agit de remettre le problème sur ses pieds. Ce qu'il faut revendiquer, c'est un budget décent — et pourquoi pas généraux ? — pour le service public de la radio-télévision. Les autres ressources envisagées ne sont pas « innocentes » : une coproduction ou l'abdication pure et simple devant « des associations ou fondations reconnues à cette fin » posent le problème de la mainmise sur la RTB d'intérêts qui lui sont étrangers, d'intérêts privés. Déjà, à l'heure actuelle, la tentation de démissionner au profit de firmes privées est fréquente, parfois pressante. C'est notamment le cas dans les secteurs du traitement des films et de la production de feuilletons, dans le domaine de l'entretien et du gardiennage des locaux. Au lieu d'institutionnaliser ces procédés, il faut renverser la vapeur !

PAS DE POLITIQUE DU « CABLE »

« Le Roi détermine les conditions dans lesquelles l'établissement peut être autorisé à diffuser des programmes de radio et de télévision par câbles ou tout autre système de diffusion sonore et visuel ».

S'il n'y a pas, à proprement parler, un renforcement du pouvoir de l'exécutif, il y a en tout cas volonté de soustraire aux conseils culturels toute compétence en la matière.

Jusqu'à présent, les conditions d'utilisation du câble étaient régies par arrêté royal (24 décembre 1966), les concessions aux télé-distributeur étant délivrées dans ce cadre par le ministre des Communications.

Le gouvernement envisage de modifier cet arrêté royal en deux temps. Début de cette année, réalisation d'une série d'expériences de TV communautaire, les autorisations étant délivrées conjointement par les ministres des Communications et de la Culture. Ensuite, deuxième phase : refonte complète de l'arrêté royal de 1966.

En fait, ces projets cachent mal l'absence totale de politique globale de télédistribution.

En matière de TV communautaire, le gouvernement a créé une commission consultative composée de 26 membres (commission de réflexion sur l'audiovisuel) et chargée de sélectionner des groupes pour des expériences « pilotes ». Cette commission ne s'insère dans aucun projet d'ensemble.

Ce qui manque manifestement, c'est une volonté de faire de la télédistribution un service public, de situer dans ce cadre la place des régions et des communes, de préciser un statut des travailleurs de la télédistribution.

UNE PARTICIPATION-BIDON

La participation du personnel est « assurée » par la vertu d'une commission d'avis créée par le comité permanent. Outre les membres du comité permanent, cette commission comprend deux délégués de chacune des organisations représentées au comité de consultation syndicale et « des membres de la direction concernés par les affaires en cause » !

Comparée à la formule actuellement pratiquée, à savoir les « briefings » avec le directeur général, la composition de la nouvelle commission est beaucoup plus rigide et le poids de la direction et des partis politiques beaucoup trop lourd.

En fait, cette nouvelle structure ne correspond en rien aux revendications de la CGSP - RTB qui propose, elle, un conseil consultatif composé d'un tiers de représentants des milieux économiques et sociaux, un tiers de représentants du personnel désignés par les organisations syndicales.

Enfin, une autre revendication syndicale importante — une présence de contrôle au sein du comité permanent — est tout simplement ignorée.

Quant à la participation des usagers, elle est théoriquement « assurée » par une innovation, réclamée depuis longtemps par le

MOC : le conseil supérieur de la radio-télévision qui donne son avis « sur la programmation et l'expansion » de la radio-télévision.

Mais ici encore tout est bien encadré et contrôlé par en haut. C'est un *arrêté royal* qui détermine la composition de ce conseil supérieur. Cette composition doit satisfaire aux exigences du pacte culturel, être représentative des « utilisateurs reconnus », des organisations représentatives des milieux socio-culturels et du personnel de la maison.

D'autre part, c'est le *ministre* de la Culture qui choisit les membres du conseil supérieur sur une liste double présentée par le conseil d'administration. C'est le Roi qui en nomme le président.

C'est encore un *arrêté royal* qui, sur avis du conseil d'administration, « crée des commissions consultatives spécialisées appelées à examiner des problèmes se rapportant à des émissions particulières ou à des problèmes d'ordre technique et administratif. Tout ce que le conseil supérieur pouvait avoir de démocratique est en fait vicié par ces « commissions spécialisées » créées par le pouvoir central dès l'apparition d'un quelconque problème délicat !

Enfin, la représentation du personnel au sein de ce conseil supérieur pose trois problèmes : la part occupée par ses délégués n'est pas précisée, les désignations pourraient s'effectuer en dehors des organisations syndicales, le mode de désignation — choisis pour quatre ans sur une liste double, est inadmissible aux yeux des syndicats.

LEGALISATION-PILOTE ?

Pour le ministre Henri-François Van Aal, le vote de son projet de décret ferait des statuts de la RTB « une législation-pilote pour l'Europe ».

A notre avis, il s'agit surtout d'une législation pour temps de crise.

Le vieux souci qu'a toujours manifesté la classe dominante de faire prévaloir dans l'information radiotélévisée les valeurs d'ordre, de « bien commun », de modération, de réussite individuelle — de rendre cette information rassurante et lisse, ce vieux souci revêt actuellement une acuité accrue. C'est que dans les faits, dans la vie, dans le déroulement de la lutte des classes, rien n'est lisse. La crise, si elle accable les travailleurs, pose au régime des questions sur son avenir. Et cette crise investit tous les domaines.

Les nouveaux statuts de la RTB se doivent donc non seulement d'assurer le contrôle de l'information, mais de confier ce contrôle à un groupe extrêmement réduit et sûr — en veillant soigneusement à ce qu'aucune « fuite » ne soit possible. Dans le même temps, et cette hypocrisie est un hommage au rayonnement des idées démocratiques, la concentration des pouvoirs est revêtue d'oripeaux « participationnistes ».

Par la composition de son Comité permanent (un PSC, un PLP, un RW-FDF, un PSB minorisé), par le droit de réponse galvaudé, par la privatisation de certaines activités, par l'abandon de la télé-distribution aux trusts de l'électricité, par l'absence enfin de contrôle syndical et de participation réelle des usagers, la RTB dont rêve M. Van Aal serait un modèle de service public dévoyé de sa fonction.

Angola : le sens d'un combat

Guerre civile entre factions angolaises rivales ? Guerre entre grandes puissances par mouvements de libération interposés ? Tels sont les deux thèmes favorisés et complémentaires de la grande presse d'Europe occidentale au sujet des événements d'Angola.

LA CONTRADICTION FONDAMENTALE

Un examen un tant soit peu sérieux de la réalité africaine fait apparaître toutefois combien une telle analyse est superficielle. La réalité de l'Afrique, depuis le lendemain de la deuxième guerre mondiale, c'est celle de son combat pour la libération. La contradiction fondamentale de l'Afrique, c'est celle qui oppose les forces de libération nationale au colonialisme d'abord, au néo-colonialisme qui en a pris la relève ensuite; en d'autres termes, entre les forces de libération nationale et celles de l'impérialisme. Une telle affirmation peut paraître schématique. Et pourtant, quelle que soit leur complexité, il n'est pas possible de comprendre en profondeur les événements d'Afrique si on ne les situe pas par rapport à cette contradiction fondamentale. (Comme il n'est pas possible de comprendre les situations complexes d'Europe occidentale, par exemple, si on ne les situe pas par rapport à la contradiction fondamentale monopoles capitalistes - classe ouvrière et ensemble des couches sociales exploitées directement et indirectement.)

En 1968, les capitaux étrangers investis en Afrique étaient estimés à plus de 20 milliards de dollars, dont 7,5 milliards pour la Grande-Bretagne, 6 milliards pour la France, 3,5 milliards pour la Belgique, 3 milliards pour les Etats-Unis et 2 milliards pour la République fédérale allemande.

Les puissances impérialistes en Afrique sont les anciennes puissances coloniales : Grande-Bretagne, France, Belgique, plus

les Etats-Unis et la RFA (qui gagnent d'ailleurs vraisemblablement du terrain au détriment des premières). Il faut ajouter, pensons-nous, en Afrique même, l'Afrique du Sud, très largement ouverte aux sociétés multinationales.

En 1968, l'Afrique produisait plus de la moitié des exportations en minéraux du monde capitaliste; elle venait au premier rang pour l'or, les diamants, le cobalt, le chrome et jouait un rôle important pour le manganèse, le cuivre, le vanadium, l'uranium et l'amiante.

La lutte de libération nationale en Afrique a donc pour objectif de mettre fin à la dépendance politique et à la dépendance économique envers les puissances impérialistes (le colonialisme ayant d'ailleurs eu toujours pour but l'exploitation économique).

Depuis la deuxième guerre mondiale, à quelques exceptions près, l'Afrique a accédé à l'indépendance politique et toute une série de nouveaux Etats, juridiquement indépendants et souverains, y ont vu le jour.

Mais le sous-développement des pays d'Afrique, plongeant ses racines dans le système d'exploitation hérité de la période coloniale, n'a pas pris fin pour autant, pas plus que ce système d'exploitation lui-même, ni que la dépendance vis-à-vis du système capitaliste mondial qui le caractérise, les formes de la domination coloniale directe étant remplacées par des formes indirectes de domination (programmes d'« aides », traités d'intégration économique, manipulation des prix et des changes, etc...), le recours aux pressions politiques et économiques brutales et même aux interventions militaires n'étant d'ailleurs pas exclu.

Pour fonctionner normalement, le néo-colonialisme a toutefois besoin de la collaboration de ceux qui détiennent le pouvoir politique sur place. Pour obtenir cette collaboration, les puissances impérialistes et les monopoles capitalistes utilisent tout l'éventail des moyens de pression économique et politique et aussi, très largement, la corruption par laquelle ils s'attachent les nouvelles couches bureaucratiques à la tête d'une série d'Etats africains.

PORTUGAL : COLONIALISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Dans ce contexte général, le cas des colonies portugaises pré- et pour le développement doit être nécessairement un combat contre les puissances impérialistes et aussi contre les forces réactionnaires et corrompues de l'intérieur.

Dans ce contexte général, le cas des colonies portugaises présente des particularités qui tiennent pour l'essentiel à ce que le Portugal, la plus ancienne puissance coloniale d'Afrique, ne peut pas, pour autant, être considérée comme une puissance impérialiste, alors qu'il est lui-même sous-développé. Dans la dernière période, le Portugal a été, en quelque sorte, un sous-traitant de l'impérialisme. Moyennant une certaine participation aux bénéfices, il a joué le rôle de gendarme dans les colonies exploitées et pillées par les grands monopoles internationaux.

C'est ainsi que, parmi les principales sociétés qui exploitent les matières premières de l'Angola on trouve la Gulf-Oil et aussi la société Elf de France et la Petrofina pour le pétrole; pour le diamant, la « Diamang Company », dont les actionnaires sont notamment la Société anglo-américaine d'Afrique du Sud, la Banque Morgan et la

Société Générale de Belgique; pour les mines de fer, le groupe ouest-allemand Krupp et la « Companhia Mineira de Lobito » sous contrôle anglo-américain.

C'est sans doute la faiblesse même de la bourgeoisie portugaise, gérant ses colonies pour compte des grands monopoles internationaux, qui l'a empêchée de mettre en place une solution néo-colonialiste et l'a amenée à poursuivre la guerre jusqu'au moment où la guerre a provoqué le renversement de son propre régime fasciste; les puissances impérialistes ne pouvant, pour leur part, prendre le risque de ne pas soutenir le Portugal, en finançant la guerre coloniale, n'étant pas assurées de pouvoir elles-mêmes remplacer le colonialisme portugais par une solution néo-colonialiste.

Cette circonstance a contribué à la radicalisation des mouvements de libération des colonies portugaises qui, dès le départ, ont lié la lutte contre le colonialisme à la lutte contre le néo-colonialisme, considérées comme une seule lutte contre l'impérialisme.

Cette radicalisation a, à son tour, rendu l'indépendance des colonies portugaises particulièrement redoutable pour les puissances impérialistes. Obligées de lâcher la Guinée - Bissao et le Mozambique ainsi que les îles du Cap Vert, Sao Thomé et Principe, elles ont décidé de tout tenter pour conserver au moins, par Roberto Holden, Sawimbi et Chipenda interposés, leur domination sur la plus riche des ex-colonies, l'Angola.

LES SEULS PROTAGONISTES

A ce niveau-ci de l'analyse, il apparaît qu'il ne s'agit, en Angola, ni d'une guerre entre puissances étrangères, ni d'une guerre civile, mais de la poursuite d'une lutte de libération nationale, contre les puissances impérialistes et contre les éléments africains corrompus dont celles-ci ont pu acheter le concours.

A ce niveau-ci de l'analyse, les seuls protagonistes paraissent être les peuples africains d'une part, les puissances impérialistes d'autre part.

Et cependant les pays socialistes jouent manifestement un rôle dans le conflit. L'URSS, Cuba, d'autres pays socialistes apportent au MPLA une aide sans laquelle l'Angola ne pourrait sans doute résister à l'agression dont il est l'objet. La Chine, pour sa part, avec les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, le Zaïre et d'autres pays occidentaux, aide ou en tout cas a aidé le FNLA et l'UNITA. Pourquoi ?

Pour expliquer le rôle joué par les pays socialistes, il faut placer l'Afrique dans le monde et situer la contradiction principale de l'Afrique : colonialisme et néo-colonialisme — forces de libération nationale, dans la contradiction principale de notre époque à l'échelle mondiale, celle qu'exprime la lutte de l'ensemble des forces anti-impérialistes contre l'impérialisme avec comme premier objectif la coexistence pacifique dont le Zaïre, l'Afrique du Sud et ceux qui les soutiennent violent chaque jour les principes en Angola, lutte qui est la forme de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

La question n'est dès lors pas de savoir si un mouvement de libération est pro-soviétique ou pro-chinois ou pro-quoi que ce soit. Le MPLA ne s'est d'ailleurs jamais défini comme pro-quoi que ce soit. Il déclare qu'il n'est pas un mouvement marxiste; en politique internationale, il se prononce pour le non-alignement. Il s'est défini lui-

même comme « *un front unique de toutes les forces anti-impérialistes de l'Angola, sans discrimination politique, sociale, religieuse ou philosophique* » (Manifeste du MLA).

La question est de savoir si l'URSS ou la Chine ou d'autres pays socialistes ou d'autres composantes des forces anti-impérialistes (notamment les mouvements ouvriers des métropoles impérialistes) font ou ne font pas leur devoir internationaliste, leur devoir de solidarité anti-impérialiste qui leur impose de soutenir activement le mouvement de libération d'un pays où se déroule une lutte armée de libération nationale, le soutien actif à ce mouvement étant, par ailleurs, pleinement conforme aux principes du droit international, tels qu'ils ont été définis par les résolutions de l'assemblée générale des Nations-Unies.

Nous avons dit le mouvement de libération nationale et non pas les mouvements de libération nationale.

Il ne peut être question, en effet, d'accomplir son devoir internationaliste en quelque sorte « à la carte », en choisissant, entre plusieurs mouvements de libération, celui pour lequel on se sentirait le plus d'affinités.

Les mouvements de libération sont actuellement reconnus par le droit international. Nous parlons, bien entendu, non pas du vieux droit international des Etats impérialistes, mais du droit international nouveau, en pleine évolution, tel que, sous l'impulsion des pays socialistes et des pays en voie de développement, le définit, en particulier, l'assemblée générale des Nations-Unies.

Ce droit international-là ne reconnaît plus les seuls Etats comme sujets de droit international, mais aussi les peuples menant une lutte armée pour leur libération, représentés par leur mouvement de libération.

Ce mouvement de libération représente, et représente seul le peuple en lutte. Il est, en quelque sorte, l'Etat en puissance et, dans les zones libérées, exerce déjà toutes les fonctions de l'Etat. Lorsque sonne l'heure de la libération, il devient l'Etat indépendant, sans qu'aucune passation de pouvoir soit nécessaire ni même concevable, sa légitimité trouvant sa source dans la lutte même qu'il a menée.

Ces considérations impliquent qu'un seul mouvement de libération peut représenter le peuple en lutte et bénéficier à ce titre de la légitimité et du soutien international. Yasser Arafat n'a pu parler à la tribune de l'assemblée générale des Nations-Unies, l'OLP ne peut être entendue par le Conseil de sécurité que comme seuls porte-parole du peuple palestinien. L'on ne pourrait concevoir que diverses factions rivales aient accès à la scène internationale.

Que les circonstances de leur lutte amènent éventuellement un mouvement de libération nationale authentique à accepter certains compromis avec les fantoches à la solde de leurs adversaires (qu'il s'agisse de l'Accord de Paris pour le GRP du Sud-Vietnam ou des accords d'Alvor pour le MPLA), compromis de l'opportunité et de l'utilité desquels ils sont d'ailleurs les seuls juges, ne peut rien enlever à leur représentativité. (Dans ces deux cas, il faut d'ailleurs noter que l'encre des accords n'était pas encore sèche qu'ils étaient déjà violés, non par les mouvements de libération nationale, mais par les impérialistes et leurs valets).

DES CRITERES OBJECTIFS

Toute analogie avec notre système de pluralisme des partis doit, d'autre part, être écartée. Le fait que le mouvement ouvrier et démocratique, dont les partis communistes sont partie intégrante, défendent, dans les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale, un type de démocratie caractérisé notamment par le pluralisme des partis, ne pourrait amener à commettre l'erreur « ouest-européo-centriste », de vouloir étendre ce type de démocratie, qui est né et s'est développé dans des conditions historiques précises, en particulier à des peuples pour lesquels les pays où il est né et s'est développé représentent les métropoles impérialistes qui les ont opprimés, exploités et pillés et contre lesquels ils mènent leur lutte de libération.

La reconnaissance d'un mouvement de libération comme seul représentant authentique du peuple en lutte n'est pas une question de préférence sentimentale, mais dépend de critères objectifs auxquels seul, dans le cas de l'Angola, répond le MPLA. Enumérons les principaux :

1. - Avoir mené, effectivement et sans discontinuer, la lutte de libération nationale, sur le terrain, comme l'a fait le MPLA pendant quatorze ans;
2. - L'avoir fait au nom du peuple entier, et non seulement d'une région ou d'une tribu. Dès son premier manifeste, le MPLA proclamait sa vocation nationale en ces termes : « Le peuple angolais ne pourra se libérer que par sa lutte révolutionnaire. Elle sera victorieuse seulement par la réalisation d'un front uni de toutes les forces anti-impérialistes d'Angola, qui ne tiennent pas compte de la couleur, de la situation sociale, de croyances religieuses et des tendances des individus.
3. - Bénéficier du soutien populaire, tel que celui qu'exprima l'accueil fait par des centaines de milliers de personnes à Agostinho Neto, à Luanda, le 4 février 1975;
4. - Défendre l'intégrité territoriale du pays, comme le fait le MPLA contre les envahisseurs zaïrois et sud-africains bénéficiant de la complicité du FNLA et de l'UNITA;
5. - Ne pas mener seulement des actions militaires, mais administrer les zones libérées, comme l'a fait le MPLA en y organisant le pouvoir populaire. Il y installa pour la première fois dans l'histoire du pays des centres sanitaires, des écoles, des magasins du peuple. Dès 1961, huit médecins et trente infirmiers s'occupent des populations libérées. Après le 25 avril 1974, quand il pourra s'installer officiellement à Luanda et dans les villes, il y organise seul la vie des quartiers populaires, par l'intermédiaire de commissions populaires élues, et y met en pratique un programme prévoyant des cours d'alphabétisation, la création de coopératives de distribution, en liaison avec des unités de production, la réorganisation du système d'auto-défense populaire. Il y installe des organes de justice populaire qui combattent le banditisme. A la veille de l'offensive générale lancée le 23 octobre 1975 par les envahisseurs venus du Zaïre et d'Afrique du Sud, il administre plus de huit dixièmes du territoire.
6. - Bénéficier d'une large reconnaissance internationale. Seul le MPLA est reconnu par le Comité de décolonisation de l'ONU. Seul, à partir de 1971, il est reconnu par le Comité de libération

de l'OUA. Il forme, avec le PAIGC et le FRELIMO, la Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises. Après le 11 novembre 1975, la République populaire d'Angola est reconnue par plus de quarante Etats, dont l'URSS, les autres Etats socialistes européens, le Vietnam, Cuba et avec la Mozambique, la Guinée-Bissao, l'Algérie, la Guinée-Conakry, le Mali, une grande partie des Etats membres de l'OUA.

Le FNLA et l'UNITA n'ont jamais eu, au mieux, qu'une implantation régionale. L'on sait aujourd'hui que le FNLA, connu pour sa barbarie, reçoit des fonds de la CIA depuis 1961 et que l'UNITA a toujours bénéficié au moins de la complaisance de l'armée portugaise. Leur pseudo-gouvernement n'a même pas été reconnu par leurs amis.

En aidant, y compris militairement, hier le MPLA, aujourd'hui la République populaire d'Angola, l'URSS, Cuba, d'autres Etats font donc leur devoir internationaliste, en conformité avec le droit international.

Quant à la Chine, que nous ne confondrons pas avec les puissances impérialistes, comment se fait-il qu'à leurs côtés elle soutienne le FNLA et l'UNITA ? L'anti-soviétisme paraît bien être devenu aujourd'hui la ligne directrice de la politique étrangère chinoise, et en son nom, on n'hésite même pas à donner son soutien aux impérialistes, aux réactionnaires et aux fascistes. Voilà où mène la thèse nationaliste petite-bourgeoise, détachée de toute analyse de classe, des deux impérialismes.

L'UNITE AFRICAINE, UN MYTHE ?

C'est un truïsmes de dire que l'issue du conflit angolais aura des conséquences considérables pour l'Afrique australe d'abord, pour toute l'Afrique ensuite. Plus largement, elle peut modifier le rapport des forces à l'échelle mondiale.

Dans l'immédiat, le conflit a pour conséquence d'accentuer les oppositions entre réactionnaires et progressistes africains, souvent dissimulées sous le couvert de l'unité africaine dont l'OUA est, ou en tout cas était, l'expression.

Sekou Touré écrivait aux présidents Nyeréré et Kaunda : *« La conjoncture africaine est clarifiée grâce au clivage entre Etats indépendants et sincères avec la décolonisation africaine, rangés autour du MPLA, et Etats soumis derrière Idi Amine Dada, en pleine et flagrante trahison de la Charte de l'OUA et devenu porte-parole des intérêts impérialistes qui convoitent les richesses de l'Angola ».*

Le président mozambicain Samora Machel, dans une interview à « Afrique-Asie », déclarait : *« La proclamation par le MPLA de la République populaire d'Angola et les événements qui l'ont suivie ont révélé sans équivoque l'existence en Afrique d'Etats fantoches qui représentent les forces réactionnaires et les intérêts de l'impérialisme, des Etats qui n'hésitent pas à s'allier avec les ennemis de l'Afrique, avec les forces antinationales et contre l'indépendance de l'Angola ».*

Est-ce à dire que l'unité africaine serait un mythe, que l'OUA qui a voulu en être l'expression ne serait plus qu'un accessoire inutile ?

L'analyse d'Amilcar Cabral selon laquelle : « *Le fait d'accen-tuer les contradictions internes existant en Afrique, contradictions sur les options politiques, les voies de développement et les diversités de régimes, constituait en réalité une arme au service des impérialistes qui, en l'exploitant, prétendaient perpétuer la « balkanisation » du continent* », ne serait-elle plus valable aujourd'hui ?

Ce n'est nullement démontré.

Certes l'unité africaine et l'OUA sont en crise.

Certes l'unité ne peut se reconstituer que sur la base d'un rapport de forces nouveau, résultant de la victoire du peuple angolais et des modifications que cette victoire ne peut manquer de favoriser dans la situation de l'Afrique australe et aussi du Zaïre, où une défaite en Angola sera pour le régime de Mobutu un coup très dur.

Mais il n'est pas vrai pour autant que le concept de l'unité africaine, avec ses ambiguïtés, mais aussi avec sa puissance mobilisatrice, ne conserve pas un contenu profondément anti-impérialiste.

La Fondation Joseph Jacquemotte
et la Commission Santé du PCB
organisent le

SAMEDI 14 FEVRIER A 14 H. 30

au siège de la Fondation, 20, av. de Stalingrad, à Bruxelles, une

TABLE RONDE

sur le livre de Ivan Illich

" NEMESIS MEDICALE "

Pour tous renseignements : Tél. 02/512.90.15

Révolution culturelle en Hongrie

Peu connue en Occident, et particulièrement dans notre pays, la Hongrie mérite pourtant mieux. Le pays n'est pas grand — à peine quelques centaines de milliers d'habitants de plus qu'en Belgique — mais le socialisme s'y construit d'une manière souvent originale, tenant compte en tout cas des traditions et des particularités nationales.

Quiconque a eu l'occasion de séjourner quelque temps en Hongrie n'a pu manquer d'être frappé par l'atmosphère qui y règne : crispation et raideur ne sont pas des traits dominants chez les Hongrois, que ce soit dans leur vie quotidienne ou dans les contacts qu'on peut nouer avec eux.

Ces caractéristiques se retrouvent-elles dans la vie culturelle ? Une délégation du Parti communiste de Belgique a récemment consacré une visite en Hongrie à l'étude de la politique culturelle menée par le Parti socialiste ouvrier hongrois (P.S.O.H.). Elle était composée d'Augustin Duchâteau, membre du Bureau politique et de Jacques Moins, du Comité central. Ils ont au cours d'un entretien, dressé pour les CAHIERS MARXISTES le bilan de leur séjour.

— *Le terme de « révolution culturelle » a déjà été mis à pas mal de sauces. Les Hongrois l'utilisent eux aussi pour caractériser l'évolution de leur pays depuis trente ans dans le domaine culturel. Que recouvre-t-il, chez cette nation qu'on appelait encore avant la dernière guerre mondiale le « pays aux trois millions de mendiants » ?*

— **Augustin Duchâteau** : Ce séjour, avec les rencontres ouvertes et cordiales dont il a été l'occasion, nous a permis, je crois, de pénétrer mieux et de saisir dans le concret et sur le vif, à tous les niveaux abordés, le sens de l'expression de « révolution culturelle » — un concept qui a été parfois singulièrement schématisé et dé-

formé, un concept éminemment dialectique qui inclut en soi la relation entre continuité et discontinuité historique dans la culture.

Appliquée aux profondes transformations que le socialisme a réalisées, cette relation permet par ailleurs d'apercevoir quelques aspects spécifiques à la Hongrie du processus général qui se déroule dans tous les pays socialistes : la formation d'une culture et d'une conscience socialistes.

La Hongrie d'aujourd'hui a été le théâtre d'une révolution culturelle qui a connu des péripéties diverses, qui se poursuit et qui a débouché sur l'élaboration d'une politique culturelle visant à déployer, au niveau des individus et des masses, les valeurs de l'humanisme socialiste. Plus précisément, elle est le terrain sur lequel se découvre dès à présent, pour reprendre une expression mesurée de György Aczél (*), « l'amorce d'une révolution culturelle ». Je dirais volontiers qu'il faut parler, pour restituer ce phénomène dans sa réalité complexe, du changement révolutionnaire qui a remanié déjà profondément la société et de la construction de la culture nouvelle, méditées et dirigées par les communistes hongrois.

La classe ouvrière accédant au pouvoir a supprimé le monopole de la culture détenu autrefois par la classe dominante. Cela, c'est le moment révolutionnaire, accompli en Hongrie dans un laps de temps relativement court, après la deuxième guerre mondiale. L'élévation du niveau culturel des masses a été réalisée, une nouvelle couche d'intellectuels issus de la classe ouvrière et liée à celle-ci a été formée.

Il s'agit là bien entendu d'un travail d'une étendue considérable. Des dizaines de milliers de travailleurs ont acquis en quelques années la capacité de remplir des fonctions qui exigent une grande compétence dans tous les domaines. Les données statistiques sont à cet égard fort éloquentes. D'autant plus qu'après le long règne obscurantiste du fascisme, les destructions de la guerre avaient été fort cruelles.

L'enseignement secondaire et supérieur révèle une croissance impressionnante des lieux d'enseignement en chiffres absolus, c'est-à-dire au bénéfice de toute la population. En même temps a été établi un réseau serré de foyers de recherche scientifique et de diffusion de la culture. En outre, ces écoles et ces foyers se sont ouverts largement à la classe ouvrière et paysanne qui y occupe une position majoritaire. Ceci contraste singulièrement non seulement avec le passé de la Hongrie mais aussi avec la persistance des goulots d'étranglement qui éliminent encore, et rapidement, les enfants de travailleurs dans notre société capitaliste.

Ces données statistiques, quiconque veut s'instruire peut en prendre connaissance aisément. Signalons seulement, pour en suggérer la portée, que les deux tiers des cadres et des intellectuels ainsi que les trois quarts des dirigeants hongrois sont issus de la classe ouvrière et de la paysannerie. Et ce trait significatif : récemment quelque deux cents ouvriers travaillant depuis cinq ans à l'usine, dépourvus de diplômes d'études secondaires, ont été préparés pendant un an et admis à l'université. La proportion élevée d'enfants d'ouvriers et de paysans dans l'enseignement secondaire et supérieur montre toute la différence qui existe avec les pays

(*) Vice-premier ministre et membre du Bureau politique du PSOH, il est un des principaux artisans de la politique culturelle hongroise.

capitalistes où la « démocratisation » de l'enseignement, malgré ses aspects positifs, s'accompagne toujours d'une sélection en faveur des couches sociales privilégiées par la fortune et la naissance. Dans les pays socialistes, le remaniement profond de la société provoque une mobilité sociale intense qui donne l'essor à la formation d'une société en voie de dépasser définitivement le clivage des inégalités de classe.

Au cours de nos rencontres — je pense par exemple à une visite au comité du parti à Veszprém — nous avons pu nous convaincre à quel point la montée d'une nouvelle couche d'intellectuels correspond à la réalité et quelle attention ceux-ci apportent aux problèmes de la culture dans tous les domaines.

D'ABORD LA BASE MATERIELLE

— **Jacques Moins** : Je crois qu'on peut souligner le souci des camarades hongrois d'assurer d'abord la base matérielle nécessaire, sur le plan économique mais aussi sur le terrain culturel. Surtout dans un pays où le retard culturel était très important, ce problème-là est en effet véritablement fondamental. La culture ne devrait être nulle part un luxe, mais il est évident qu'il faut d'abord assurer une base matérielle.

A propos précisément de Veszprém, c'était une initiative heureuse de nous conduire en dehors de la capitale pour voir comment ces problèmes étaient abordés. Je dis tout de suite que le comitat de Veszprém ne m'a pas semblé un département particulièrement arriéré. C'est un arrondissement en plein développement, disposant d'une base matérielle très importante : on y traite notamment la bauxite. Mais ce développement est né du socialisme. Auparavant, cette région — le Bakony — était surtout connue pour ses brigands. Veszprém ne comptait que quelques milliers d'habitants tandis que maintenant elle dépasse les 40.000. Il y a dans l'ensemble de l'arrondissement environ 400.000 habitants.

C'est autour de cette masse-là que les responsables du département articulent à leur niveau une certaine politique culturelle, notamment autour des « foyers de la culture ». Ceux-ci sont près de trois cents, c'est-à-dire quasiment un par village et plusieurs dans chaque ville : 280 maisons de la culture pour 254 villages et 7 villes.

Nos interlocuteurs à Budapest, qui — il faut le souligner — ne font pas preuve de triomphalisme, nous ont dit qu'il y a dans le pays trois mille foyers de la culture : sur ce total, nous ont-ils précisé, un tiers marche bien, un deuxième tiers a une certaine activité et puis les autres font problème.

On ne nous a pas cité ces proportions à Veszprém. Mais nous avons eu l'occasion de visiter un de ces foyers en ville. Il s'agissait d'une maison de la culture où les gens se rencontrent pour exercer toute une série d'activités, avec l'aide d'une équipe d'animateurs permanents. Ces activités vont des expositions de peinture à l'aéromodélisme, en passant par un cercle d'astronomie (qui dispose de moyens sérieux), par la musique, des conférences, etc. Tout cela nous a paru, surtout pour une ville de moyenne importance, quelque chose de fort impressionnant.

Il est, je crois, intéressant de souligner la véritable autonomie de gestion dont jouissent les animateurs de foyers. Financièrement, de nombreux foyers dépendent des organisations syndicales. Ils

sont alors plutôt liés à des usines. Et en ville, une politique assez souple fait que le pouvoir local ou même régional intervient dans le financement de ces maisons de la culture, mais toujours sous l'angle d'une évidente décentralisation.

A Veszprém encore, nous avons pu visiter une bibliothèque fort bien équipée, contenant un large éventail de livres, y compris de la littérature et des revues étrangères de tendances diverses. Ainsi, j'ai demandé le premier livre qui m'est passé par la tête, du Kafka, il a suffi de le prendre dans un rayon. La bibliothèque comporte aussi un coin pour les enfants, tout un secteur consacré à la jeunesse, où il est entre autres possible d'écouter des disques. d'écouter des disques.

La ville possède aussi un théâtre. Si le bâtiment existait déjà depuis longtemps, il est devenu théâtre permanent à partir de 1960, dans le cadre de la politique de décentralisation. Comme dans beaucoup de pays en effet, tout était concentré dans la capitale (Budapest est d'ailleurs une ville énorme par rapport au reste du pays puisque un Hongrois sur cinq y vit).

Depuis quinze ans, une équipe travaille en permanence au théâtre de Veszprém, grâce aux subsides de la région. Les chiffres sont en effet éloquentes : les ressources du théâtre proviennent pour vingt pour cent de ses quinze mille abonnés, le reste étant pour l'essentiel apporté par la région ou la ville. Le répertoire est très large, y compris des classiques : ils ont ainsi joué Tartuffe, mais nous a-t-on précisé, dans une mise en scène moderne. Il y a évidemment des tartuffes partout.

FOYERS, BRIGADES SOCIALISTES ET POESIE TELEVISEE

— *A votre avis, quels sont les canaux essentiels qui ont permis cette diffusion très réelle de la culture parmi les masses ?*

— **Jacques Moins** : Moi je crois qu'il faut insister particulièrement sur l'action des foyers culturels.

— **Augustin Duchâteau** : Je pense qu'on peut souligner aussi le rôle joué par les organisations syndicales et par ce qu'ils appellent les « brigades socialistes » dans les entreprises. Les syndicats ont un lien direct avec les foyers de la culture puisqu'ils en sont même un des moyens de financement.

— **Jacques Moins** : Ils y sont donc fatalement intéressés : ils tiennent pour le moins à savoir ce qu'on fait de leur argent.

— **Augustin Duchâteau** : Oui, c'est un lien organique et systématique. Et le mouvement des brigades socialistes a par-dessus le marché parmi ses objectifs la fonction de s'occuper du problème des loisirs des travailleurs. Je crois que c'est un canal extrêmement important.

— **Jacques Moins** : Il y a plusieurs facteurs de ce type, comme aussi la vente de livres sur les lieux de travail. De plus, les Hongrois ne connaissent pas tout le handicap que représente chez nous la commercialisation de la culture, un poids qui est souvent a-culturel. Cela existe fort peu.

On peut évidemment s'interroger comme partout sur le niveau culturel de certains de leurs spectacles télévisés, en sachant bien

que lorsqu'il y a diffusion massive le danger existe d'un aplatissement culturel ou d'un refuge dans les valeurs traditionnelles qui paraissent passer plus facilement.

Il y a des problèmes, mais aussi des efforts pour les résoudre. Nos interlocuteurs nous ont dit par exemple que, même à la télévision, ils font connaître le théâtre mieux que par le passé. On peut penser ce qu'on veut du théâtre télévisé, mais il me semble voir là un effort qui peut susciter un intérêt accru pour ce mode d'expression. Mais il y a plus étonnant pour nous : c'est la poésie à la télévision. La poésie bénéficie d'ailleurs d'un intérêt considérable en Hongrie : il suffit de voir la place qu'elle occupe dans les librairies et le nombre de poètes classiques et contemporains qui sont édités.

Un autre aspect spécifique, bien connu celui-là, est l'enseignement de la musique, considérée en Hongrie non pas comme une discipline accessoire mais comme une discipline de formation.

— *Quels sont les principaux obstacles qui persistent à une diffusion massive de la culture ?*

— **Augustin Duchâteau** : A mon avis le principal obstacle reste le passé, le terrain historique sur lequel opère la politique culturelle en Hongrie, l'héritage du passé légué au pouvoir socialiste. Il s'agit, peut-on dire, d'un héritage passablement écorné, notamment par les destructions culturelles enregistrées sous les occupations étrangères et par l'étouffement de la culture pendant le long règne du fascisme. Cela constitue certainement un handicap au départ. Quelques domaines ont cependant été frappés moins que d'autres. Par exemple, la musique a toujours gardé un substrat populaire largement étendu et vivant, ce qui explique que dans ce domaine les succès sont particulièrement impressionnants.

— **Jacques Moins** : On peut également relever le phénomène de la littérature nationale, parce qu'il n'y a pas eu que le fascisme, mais aussi les tentatives de germanisation à l'époque de l'Autriche-Hongrie. La littérature a joué à cette époque un rôle particulièrement important dans la défense de l'héritage culturel hongrois. De nombreux écrivains étaient d'ailleurs en même temps des hommes politiques qui se battaient pour l'indépendance ou l'autonomie la plus large de la Hongrie. Tous ces éléments ont agi pour que la culture hongroise se défende et garde des racines assez profondes.

LE CONTENU DE LA CULTURE SOCIALISTE

— *Au-delà de l'effort, réussi même s'il est toujours en cours, de diffusion de la culture, quel contenu culturel le pouvoir socialiste favorise-t-il ?*

— **Augustin Duchâteau** : D'autres réalités en effet s'affirment qui débordent les données quantitatives sur le niveau de formation des masses. Elles concernent la réflexion théorique sur le contenu de la culture socialiste et sa finalité.

Il faut dire d'emblée à ce propos que cette révolution culturelle ne signifie nullement que l'héritage de toutes les valeurs antérieures ait été balayé ou soit dédaigné.

Tout d'abord bien entendu, le passé n'est pas seulement le monopole exercé par la bourgeoisie. C'est aussi la tradition d'une culture ouvrière qui va des origines du mouvement ouvrier à la république des soviets de 1919. Le musée du mouvement ouvrier de Budapest, qui regroupe d'une manière vivante les documents de l'époque, une remarquable collection de photographies notamment, porte sur ce point un témoignage fort émouvant.

Ensuite, s'il est vrai que le monopole de la bourgeoisie sur la culture a refoulé la culture populaire dans une situation de subordination, il est certain aussi, et tous les marxistes le savent, que la bourgeoisie elle-même a produit des valeurs humanistes à l'époque où son rôle était un rôle de libération progressiste face à la féodalité et à l'occupation étrangère, si longue et destructrice en Hongrie. Dans les sociétés socialistes, ces valeurs seront « dépassées » au sens marxiste de ce terme qui suppose l'assimilation critique de ce qu'elles contiennent de positif. Car cela également fait partie de la conception léniniste de la révolution culturelle.

Et à ce propos, l'exemple hongrois montre qu'il ne s'agit pas seulement du respect des grands classiques hongrois et étrangers mais d'une ouverture aux recherches de la pensée et de l'esthétique contemporaines. Sans doute l'isolement relatif du pays en raison d'une langue dont l'aire de dispersion est limitée et qui est d'un accès malaisé, explique-t-il en partie l'important effort d'échange et de traduction accompli en Hongrie. Rien que pour 1972 par exemple : 65 volumes de poésie traduits et tirés à 500.000 exemplaires, 215 romans traduits et tirés à 6.750.000 exemplaires. Plus profondément cependant, cela correspond à une volonté de communication avec toutes les valeurs culturelles réelles.

Mais l'essentiel dans les objectifs fixés et débattus par les diverses instances politiques du pays et dans tout ce qui est désigné par l'appellation d'« ateliers culturels », c'est la préoccupation constante de penser à la relation réciproque entre progrès culturel et développement de la démocratie socialiste, ainsi qu'à la nécessité d'établir des relais décentralisés entre les dirigeants et les usagers de la culture.

Tous nos interlocuteurs nous ont paru très attentifs au fait que l'élaboration de la culture nouvelle représente la tâche de toute une période au cours de laquelle la politique culturelle mise en œuvre exigera un approfondissement constant des principes et une pratique qui devra tenir compte, à chaque moment, de l'analyse concrète du mouvement global de la société, des problèmes liés au passé, des questions nouvelles que font surgir le présent et l'avenir auxquelles des réponses ne peuvent toujours être données de façon péremptoire.

— **Jacques Moins** : Peut-être comprendra-t-on mieux ce que dit Augustin grâce à un exemple concret : celui du cinéma. Les problèmes des cinéastes hongrois sont très différents de ceux que connaît le cinéma en Belgique, puisque les critères de rentabilité sont absolument différents d'une société à l'autre. Il y a ce que nos interlocuteurs appellent une relation triangulaire entre les dirigeants de la culture, les créateurs et le public. On constate un effort délibéré des créateurs pour essayer de provoquer un débat avec le public. Un des metteurs en scène que j'ai rencontrés était un spécialiste de ces débats : lorsqu'il réalise un film, il tient cinquante, soixante

réunions dans les foyers de la culture où il va parler de son film, où il va aussi écouter les réactions que son film entraîne dans le public.

Cette méthode crée un échange culturel entre le public et l'artiste. Parfois à la faveur de ces échanges, on voit naître une demande à laquelle les metteurs en scène n'envisageaient pas au départ de répondre. Ce type de débats est favorisé par les dirigeants de la culture. D'un côté il y a une autonomie très large quant à la création elle-même, et d'un autre on favorise les rencontres entre les créateurs et le public.

LA CAROTTE PLUTOT QUE LE BATON

— *Quels procédés le pouvoir socialiste utilise-t-il en Hongrie pour favoriser tel contenu culturel plutôt que tel autre et pour faire en même temps progresser la conscience populaire ?*

— **Jacques Moins** : La culture socialiste ne se limite pas à sa base matérielle, elle est aussi mouvement et possibilité pour des valeurs nouvelles de se développer. Elle est inséparable d'une lutte pour l'hégémonie d'une certaine conception de la société et de la culture.

Faire pénétrer la culture dans les masses les plus larges est effectivement un objectif ambitieux, d'autant que — nos interlocuteurs ont insisté sur ce point — on veut non seulement développer des contenus nouveaux mais aussi des formes nouvelles. Il s'agit à la fois de vulgariser la vie culturelle et les connaissances artistiques, d'améliorer la réceptivité du public pour des formes nouvelles, mais aussi de se battre pour de nouvelles valeurs. Incontestablement cet aspect est lié aux conditions historiques mais aussi à la nécessité de développer la démocratie pour permettre précisément tous ces échanges.

Et, les Hongrois y insistent beaucoup, ce type de problèmes — celui de l'hégémonie, de la naissance et du soutien de valeurs nouvelles — ne peut être réglé par des mesures administratives. Il y faut une longue œuvre de conviction, ce ne peut être imposé mais en quelque sorte accepté.

Parce que les dirigeants hongrois ont les deux pieds sur terre, dans la pratique politique, cet effort de conviction s'accompagne d'encouragements à certaines orientations. Ils nous ont dit souhaiter aider le bon plutôt qu'interdire le mauvais.

Aider le bon, cela veut dire notamment assurer, en dehors de conditions purement matérielles, du pouvoir de l'argent dont nous connaissons tout le poids dans l'organisation de la culture de nos pays, aider certaines œuvres à avoir une diffusion considérable.

Alors évidemment naît le rôle du pouvoir à ce sujet. Il ne s'agit pas pour le parti de porter des jugements sur les œuvres comme telles, mais d'apprécier les courants idéologiques dont elles sont éventuellement porteuses.

On ne nous a pas caché que parfois l'aide — non pas des mesures administratives à caractère coercitif — mais l'aide matérielle à des œuvres et des courants déterminés, peut en atténuer le dynamisme. L'Etat, comme toujours, n'échappe pas à certaines caractéristiques bureaucratiques, et cela implique des lenteurs et aussi parfois un rôle de frein vis-à-vis de quelques créateurs. En

d'autres termes, la sécurité qui leur est reconnue peut aussi constituer un frein.

Nous ne l'avons pas découvert : ce sont nos interlocuteurs qui, au cours des discussions, ont souligné cet aspect des choses, ce qui montre qu'ils en sont particulièrement conscients.

— *La réforme économique de 1968, l'accent plus important mis sur l'intéressement matériel, ne comporte-t-il pas un danger de commercialisation de la culture et de baisse de son niveau ?*

— **Augustin Duchâteau** : On nous a signalé que le problème s'était effectivement posé et que des dispositions ont été prises et fixées dans des contrats conclus avec les syndicats et les institutions culturelles, pour que le souci de l'intéressement matériel de l'entreprise ne nuise pas à sa participation financière au soutien du domaine culturel.

— **Jacques Moins** : A mon avis, ce problème oblige à un combat constant. Il y a lutte permanente entre des intérêts matériels étroits, ou simplement la réponse à certaines nécessités économiques, et des investissements qui se déploient dans une autre direction.

PAS DE MONOPOLE MARXISTE

— *Toutes ces considérations donnent déjà une large idée du travail de recherche entrepris dans le domaine culturel en Hongrie. Retrouve-t-on aussi des traits originaux dans les rapports qu'entretient la culture avec l'idéologie ?*

— **Augustin Duchâteau** : Pour comprendre le sens de la politique culturelle de la Hongrie socialiste, il importe de tenir compte à la fois de l'héritage du passé et d'une histoire récente qui a connu des succès mais aussi des détours, des déformations momentanées de caractère dogmatique et sectaire qui, à leur tour, ont alimentés des flambées révisionnistes.

Il n'est pas interdit de voir dans les secousses d'une époque difficile — celle des années cinquante et du stalinisme — les sources du sens critique acquis par le parti, notamment dans sa politique culturelle.

Pour être bref, la réflexion critique sur la crise qu'a traversée la société hongroise en 1956 a confirmé la pensée de Lénine, rappelée par les dirigeants hongrois, selon laquelle « dans le travail idéologique on ne triomphe pas par des charges de cavalerie ».

Ce qui m'a paru remarquable, c'est que la politique culturelle fait l'objet d'un débat à tous les niveaux. Les problèmes y sont reconnus pour ce qu'ils sont, des problèmes réels qu'il faut rencontrer et résoudre sans ignorer leur complexité et sans masquer le fait que les réponses actuelles ne sont pas nécessairement complètes ni définitives.

Ceci n'a rien à voir avec un quelconque éclectisme idéologique ni avec un quelconque laxisme empirique. Il s'agit plutôt de la volonté de chercher le progrès de la pensée à partir des données du réel et sur une base de principe.

Sur le plan des principes, l'orientation de la politique culturelle hongroise repose sur quelques grandes idées.

La première est celle du rôle dirigeant rempli par les conceptions marxistes dans le domaine de la culture, comme ailleurs. On sait que nos camarades hongrois définissent ce rôle en terme d'hégémonie et non de monopole du marxisme.

— *Peux-tu préciser ce concept ?*

— **Augustin Duchâteau** : Avec l'avènement de la société socialiste, le marxisme a conquis un espace considérable. Il inspire naturellement toute l'activité du PSOH. Mais tout le monde, ni chaque citoyen n'est pas nécessairement marxiste dans la société nouvelle. Celle-ci se construit avec la collaboration de l'immense majorité, qui fait confiance au parti et au gouvernement, sans que cette adhésion ne signifie l'effacement de toute différenciation idéologique. On peut même dire, sans doute, que la diffusion réelle du marxisme authentique se révèle comme un processus d'une durée plus longue qu'on ne l'avait prévu, au cours d'un déroulement historique plus complexe qu'on ne l'avait imaginé. Les superstructures anciennes subsistent partiellement, certaines idées anciennes des gens aussi et par ailleurs, des questions neuves sont posées par le cours de l'édification. Dans ces conditions, affirmer le monopole de la pensée marxiste ne peut être qu'une opération illusoire qui risque en outre de forger des schémas. Les conceptions marxistes ne se décrètent pas administrativement, elles conquièrent leur espace et s'affirment par la qualité des résultats et des œuvres des marxistes qui agissent au sein du peuple tout entier et en chaque lieu.

Je poursuis. La deuxième idée, c'est donc la reconnaissance de l'existence de courants non marxistes qui sont assumés par la société socialiste dans la mesure où ils ne visent pas systématiquement à en détruire les valeurs.

La troisième, soulignée avec force partout, c'est l'affirmation du rôle essentiel de la critique marxiste, qui doit être développée et enrichie dans le débat idéologique, la volonté d'écarter les mesures administratives dans la confrontation et la lutte des idées sans laquelle on ne saurait progresser vers la connaissance vraie.

Ceci indique l'importance de la mission qui est confiée à la critique pour faire progresser la société dans une unité socialiste et nationale construite sur la base du plus large consentement de toutes les couches sociales et de tous les milieux particulièrement concernés par l'édification culturelle.

En résumé, c'est par la fécondité du marxisme, son aptitude à poser les vraies questions, les problèmes nouveaux, par la valeur de ses créations que son rôle hégémonique se réalisera.

Ce point de vue implique une relation équilibrée entre les orientations centrales et l'autonomie de décision des centres de la vie culturelle. Cette relation souple contribue à écarter les dangers de bureaucratisation et à développer les conditions favorables à la création artistique et à sa réceptivité par les usagers.

OU SONT LES LIMITES ?

— *Ces principes peuvent-ils être toujours respectés dans la pratique ? Le recours à des mesures de type plus administratif n'existe-t-il pas parfois ? Interrogé récemment sur Soljenitsyne, György Aczél a répondu qu'il n'était pas publié en Hongrie parce*

qu'il « exprime des idéaux inhumains auxquels nous ne garantissons pas de forum ». Quelles sont les limites à ne pas dépasser ? Quels sont les critères ?

— **Jacques Moins** : A propos de laxisme, quand on déclare qu'on ne peut laisser toutes les idéologies se développer sans lutte, je suis tout à fait d'accord. Le problème est de dire à quel moment il faut s'arrêter : qu'est-ce qu'une valeur, une notion, un produit culturel qui serait « inhumain » ?

Il y a des exemples : à la télévision, nous ont dit nos interlocuteurs, on ne laisse pas passer des films centrés sur le culte de la violence ou du plus fort, sur l'apologie du gain.

On se rend bien compte que c'est un domaine délicat. On nous dit par exemple qu'on ne peut admettre des valeurs qui viseraient à détruire celles de la société nouvelle en construction. Si on le comprend comme une nécessité de développer, comme Augustin vient de le rappeler, la critique marxiste dans un sens pas seulement négatif mais faisant appel à la création de valeurs nouvelles, alors je crois qu'on peut souligner cette orientation comme positive.

Mais il y a aussi le fait que l'Etat comme tel est un Etat qui se proclame idéologique et qui déclare ne pas admettre l'ennemi sur le terrain idéologique. Ne pas admettre l'ennemi sur ce terrain, cela peut susciter certaines interrogations. L'ennemi, c'est par exemple celui qui se tourne vers le passé, qui défend éventuellement des idées que l'on considère actuellement comme des idées fausses et, comme on nous l'a dit, l'antimarxisme combattant. On s'aperçoit que là le terrain est glissant.

Il y a de grands littérateurs dans le passé qui étaient de parfaits réactionnaires, qui défendaient à l'époque de la bourgeoisie triomphante les valeurs de la féodalité. En appliquant le raisonnement maintenant, dans un autre contexte bien entendu, ne serait-on pas amené à étouffer certaines expressions ?

Je le dis avec un point d'interrogation. Je ne dis pas qu'on m'a répondu de manière satisfaisante, je ne dis pas non plus que les réponses étaient inintéressantes. Et c'est sans doute une question à laquelle les Hongrois seuls n'ont pas la possibilité de répondre définitivement. Ce qu'on nous a dit en tout cas, c'est qu'on cherche de ce côté-là à ne rien faire sur le terrain administratif.

Nos interlocuteurs nous ont aussi déclaré qu'il ne pouvait y avoir de pluralisme du marxisme. Mais nous n'avons pas eu l'occasion d'approfondir cette question, c'est aussi un...

— **Augustin Duchâteau** : Non ! La réponse à cette question me paraît assez évidente et il y a d'ailleurs là-dessus pas mal de textes qui ont été écrits par nos camarades hongrois. L'idée fondamentale est que pour un marxiste il n'y a bien sûr jamais la prétention de posséder la vérité, mais bien la certitude que la vérité peut être découverte, une vérité à laquelle on peut parvenir par une utilisation correcte de la pensée. Ce qui implique bien entendu...

— **Jacques Moins** : Cela implique le débat...

— **Augustin Duchâteau** : Cela implique — et là-dessus tous nos interlocuteurs ont insisté — cela implique bien sûr le débat, même des débats, et on nous a dit que ce peuvent être des débats longs et prolongés, répétés régulièrement.

— **Jacques Moins** : Les Hongrois nous paraissent d'ailleurs avoir le temps, ne pas vouloir trancher trop vite ce genre de débats.

— **Augustin Duchâteau** : Parce qu'il y a aussi le souci d'éviter que ne se créent à différents endroits des situations de monopole au nom duquel certains groupes se présenteraient comme seuls possesseurs de la vérité.

— **Jacques Moins** : Cela peut même s'imaginer au niveau du marxisme, pas seulement à celui des écrivains.

— **Augustin Duchâteau** : Les discussions ne se limitent en effet pas à des débats entre marxistes et non-marxistes. Il est bien connu qu'entre marxistes les discussions sont quelquefois très réelles, prolongées et poussées.

— **Jacques Moins** : Sans que les positions se clichent, disons.

— *Ces débats entre marxistes sortent-ils de cercles restreints et se reflètent-ils, par exemple, au niveau de la publication ?*

— **Augustin Duchâteau** : C'est évident. Il ne faut d'ailleurs pas aller très loin : je lis assez régulièrement une revue syndicale hongroise qui publie notamment des textes littéraires. Certains de ces textes contiennent une idéologie marxiste, d'autres me paraissent très loin du marxisme, d'autres enfin sont vides d'idéologie. Or ces textes sont publiés.

— *Oui, mais je parle ici d'un débat proprement idéologique, entre conceptions qui se réclament du marxisme.*

— **Jacques Moins** : Il m'a semblé que le débat pouvait être ouvert.

— **Augustin Duchâteau** : On nous a dit cependant qu'il y a déjà eu dans le passé des discussions extrêmement longues, par exemple avec des économistes qui pouvaient avoir des vues différentes. L'essentiel dans ce cas, c'est que chacun s'efforce de ne pas se cliquer sur des positions qui sont purement polémiques, qu'il y ait un effort réel de recherche collective.

LE LIEN ENTRE CULTURE DE QUALITE ET DEMOCRATIE SOCIALISTE

— *Quelques mots pour conclure ?*

— **Augustin Duchâteau** : La construction d'une société socialiste suppose une modification profonde de la structure économique et sociale comme des superstructures politiques et idéologiques.

Cette transformation est un processus à la fois unique et différencié : un processus unique en ce sens que ces niveaux différents sont interdépendants et que le passage au socialisme implique aussi une révolution culturelle; un processus différencié, car il ne se crée pas automatiquement une culture nouvelle du seul fait que les rapports de production fondamentaux sont transformés.

L'existence des nouvelles conditions sociales exige donc aussi l'élaboration de nouveaux critères culturels et l'application conséquente d'une politique culturelle qui ne peut se borner à satisfaire

les besoins existants. Ceux-ci doivent être satisfaits tels qu'ils sont, mais il faut en outre stimuler l'apparition de besoins nouveaux. L'élévation du niveau de la culture et son enrichissement deviennent en effet à leur tour une condition de plus en plus importante de la poursuite du progrès de la société.

Pour aborder correctement ces problèmes, une précaution essentielle est sans doute de reconnaître à la fois le caractère spécifique des divers domaines culturels et, d'autre part, la relation nécessaire et réciproque qui s'établit entre le développement culturel et le progrès général de la démocratie socialiste.

György Aczél le soulignait il y a quelques années : « Les créations culturelles socialistes de qualité contribuent sur plusieurs plans à la formation d'un esprit public socialiste démocratique, mais en même temps, pour que ces œuvres prennent naissance, il faut que la démocratie socialiste fonctionne harmonieusement ».

Ce point de vue, souvent exprimé d'une façon ou de l'autre par nos interlocuteurs, indique clairement la profondeur et l'ampleur de vues avec lesquelles les problèmes de la culture nouvelle sont abordés en Hongrie socialiste.

L'étendue des réussites dans tous les domaines de la culture est impressionnante et l'intense activité critique que nous avons rencontrée témoigne du fait que, dans ce domaine, la Hongrie d'aujourd'hui a beaucoup à nous apprendre.

— **Jacques Moins** : Je ne peux, je crois, qu'appuyer les conclusions d'Augustin. La culture comme nous l'abordons n'est en effet pas un secteur isolé, mais bien un des moteurs, un ferment de la société nouvelle. A mon avis, nos camarades hongrois s'efforcent d'occuper tout le terrain, sans précipitation mais avec opiniâtreté, par un travail patient.

Ils n'ont pas encore apporté réponse à toutes les interrogations, et je dirai que c'est heureux, parce que c'est peut-être aussi une des conditions du développement de la recherche culturelle. Il nous apparaît en tout cas que les rencontres que nous avons eues sont à cet égard enrichissantes.

(Propos recueillis par Jean-Paul VANKEERBERGHEN.)

Comment peindre collectivement ?

Ils sont cinq, dont quatre barbus.

Cinq jeunes peintres qui travaillent depuis un an — et pour quelques mois encore — avec Roger Somville, pour exécuter la décoration murale de la station Hankar du métro bruxellois.

Pourquoi ces jeunes gens, dont certains ont déjà exposé, ont-ils accepté de participer à ce labeur collectif et quasi anonyme, à l'ombre de Somville ?

Et pourquoi une jeune architecte nommée *Anne Van Loo* a-t-elle accepté, elle aussi, de collaborer au projet à un stade antérieur, voici un an et demi ?

Commençons par les « cinq ». Ils ont répondu à notre question en savourant un spaghetti à la bolognaise, dans le petit caboulot italien qui jouxte leur chantier, et où en « bleu » maculé de peinture acrylique, ils se transportent chaque jour entre deux longues séances de travail.

Ils s'appellent *Marc Bolly*, *Roger Dewint*, *Paul Gobert*, *Peter Schuppisser*, *Paul Timper*.

— La question que tu nous poses est, en fin de compte, celle de la personnalité, de l'originalité d'un artiste. Abdiquons-nous toute personnalité en collaborant avec Somville à une œuvre gigantesque, dont il a effectivement assumé seul la conception ?

Ensemble, nous répondons non à cette question. Réponse peu surprenante d'ailleurs, puisque si elle avait été différente, nous ne serions pas ici.

Mais peut-être faut-il s'expliquer sur ce que signifie pour nous être original, affirmer une personnalité.

— L'originalité, dit Dewint, ce n'est pas le refus d'une ou de nombreuses influences, ce qui est une rêverie absurde. Il est nécessaire et salutaire de subir et d'assimiler des influences. Il est nécessaire de s'inscrire dans la foulée des créateurs qui ont fait l'Histoire. Renier le passé est vain et sot.

— Pour être original, dit Schupisser, il me semble qu'il faut satisfaire à deux exigences : embrayer sur quelque chose de vrai et de nouveau, assumer le patrimoine culturel existant.

— Somville lui-même, ajoute Gobert, est la résultante d'une série d'influences; il est un aboutissement, et il n'est pas seul présent ici. Toute la question est de savoir si nous avons du talent. Si nous n'en avons pas, nous serons des sous-Somville. Si nous en avons, nous serons des peintres, même en travaillant ici, « dans son sillage ».

— Il y a un facteur essentiel dans ce travail collectif, souligne Timper : l'apprentissage, l'école d'art mural avec des exercices d'une valeur inégalable, un compagnonnage exceptionnellement intéressant. J'ai appris — et je crois pouvoir dire que nous avons appris — que dans cette entreprise-ci, il n'est pas possible de réaliser même un petit coin tout seul. On fonctionne surtout en équipe, à deux ou trois, regroupés par affinités, et de manière durable. On réfléchit et on avance ensemble.

ENTRER DANS LA PEINTURE D'UN AUTRE

Nous apprenons ainsi que le « Cri chilien », « Les motards » et le « Général Pinochet » ont surtout drainé les énergies de Dewint et Bolly, que les grandes têtes du chantier ont permis à Timper et Gobert de combiner leurs verves, et que Schupisser s'est surtout déployé dans « La grande manif »...

Mais tout n'est pas dit avec ces confidences.

Comment, et cette fois la question s'adresse directement à Dewint, comment peut-on entrer dans la peinture d'un autre ?

— C'est très dur au début. Mais j'ai découvert que cela peut être très enrichissant. Timper a eu raison de souligner que ce chantier est une école. J'ai vécu l'Académie des Beaux-Arts de la rue du Midi et aussi l'Académie de Boitsfort, mais ceci est — avec l'atelier de Dubrunfaut — une école unique. On y apprend à aller jusqu'au bout de chaque chose.

— J'ajoute, dit Gobert, que quand Somville a une idée, il ne l'impose pas. On discute beaucoup, il nous arrive de n'être pas d'accord, même après discussion. C'est en peignant qu'on apporte des arguments, qu'on apprend à raisonner en termes plastiques. C'est beaucoup plus stimulant que l'enseignement traditionnel.

L'itinéraire de Peter Schupisser est assez étonnant.

— Je ne suis pas passé par une académie, dit-il. Je suis venu ici pour nettoyer les brosses, et avec l'ambition exclusive de devenir, dans le meilleur des cas, un bon artisan. Je me suis découvert, j'ai pris goût à la peinture et j'ai foncé. Il semble que je puisse faire

autre chose que de bien nettoyer les pinceaux. J'ai appris une discipline de travail, une rigueur qui sont des acquis précieux. Pour ma part, mais ceci n'engage que moi, je considère que je suis embarqué dans une aventure prodigieuse : je suis payé pour peindre et pour apprendre. Vous connaissez beaucoup d'endroits comme cela, vous, en régime capitaliste ?

Roger Dewint, qui a conquis son appellation contrôlée de peintre, a une autre base de départ. C'est l'intégration dans une équipe qui lui apparaît comme la grande affaire, l'affaire qui redimensionne le sacro-saint individualisme du créateur.

— Ici, *dit-il*, le besoin que je puis ressentir de réaliser des choses seul est satisfait sereinement. L'individualisme s'accomplit dans le cadre d'une structure et s'exprime dans le cadre d'un espace. C'est une source d'équilibre. Se soumettre ensemble à la réussite d'une tâche commune, qui n'est pas une petite tâche, ça n'arrive pas tous les jours. C'est une épreuve où on peut se casser les reins, mais d'où peut sortir grand. Les exigences d'un tel travail sont de deux ordres : il y a d'une part, la réalité du projet auquel il faut se référer, l'amener d'une manière objective à un stade d'élaboration très avancé, afin que la subjectivité intervienne dans une structure picturale puissante, pour que l'action finale, plus subjective, soit forcée de se hisser au niveau du travail de préparation. La seconde grande exigence est venue au début de Roger Somville qui nous a menés vers des critères qualitatifs élevés auxquels il a fallu s'astreindre pour le bien général du « mural ». C'est, *dit Dewint*, de cette dernière exigence que nous tirerons par la suite le plus grand profit sur le plan créatif individuel.

L'IVRESSE DE LA CREATION

— Vous avez tous, *dit Marc Bolly*, parlé des difficultés et de l'enrichissement que provoquent ce type d'expérience — entrer dans la peinture d'un autre, fonctionner en équipe. Je ressens comme vous l'enrichissement et les difficultés. J'ajoute qu'à la lumière de cette expérience, le mythe de l'artiste (bohème, seul, angoissé, vivant dans un grenier sombre, il faut être fou ou souffrant pour être un vrai artiste, etc.) me paraît vieux, dépassé, faux. Beaucoup d'artistes y croient, tentent de s'y conformer. A mon sens, cette image de l'artiste secrétée par la société capitaliste, périra avec elle. Ici en tous cas, travailler uniquement avec ses tripes, sa sensibilité est impossible : un mural exige qu'à la sensibilité s'allie la réflexion, l'objectivité, la discussion. Par sa nature même, cet atelier expérimental impulsé par Somville et qui s'adresse à la collectivité, prend le contrepied du mythe distillé par l'idéologie dominante.

— Avez-vous été tentés de vous comparer aux « compagnons » constructeurs de cathédrales au moyen-âge ? Avez-vous pensé aux épreuves de Michel-Ange enfermé dans ses murs de la Sixtine ?

— Nous avons parfois pensé aux constructeurs de cathédrales et à leur anonymat, *dit Gobert*. Cet anonymat n'a empêché l'éclosion d'aucun talent, et il est certain que des individualités puissantes se sont affirmées dans les sculptures de certains tympans, dans les bas-reliefs de certains chapiteaux, dans les vitraux de certaines rosaces. Qu'est-ce que cela a de gênant ? En vérité, cette réflexion

fait apparaître encore mieux la vanité de l'individualisme dont se réclament certains de nos contemporains : un individualisme qui est une caricature de l'esprit de la Renaissance, et qui s'accommode fort curieusement des servitudes du « marché de l'art ».

— Beaucoup de sottises ont été écrites sur « l'ivresse de la création », ajoute Dewint. Sans doute la création implique-t-elle une inquiétude stimulante. Mais — et là je rejoins Bolly — l'ivresse est un mythe, et plus on avance, plus les choses deviennent difficiles.

Plus moyen maintenant de déterminer la paternité des propos : ils s'entrecroisent, se complètent, se confondent...

— Le problème des influences est un faux problème. Il y a des problèmes à régler par chacun.

Pour les régler, il faut d'abord qu'existe le goût de la peinture, il y a ensuite la nécessité du labeur. Pour le reste, l'Histoire tranchera.

— Le mural du métro Hankar est une aventure aussi d'un autre point de vue : il constitue un défi technique, par ses dimensions bien sûr, mais aussi et surtout par la nécessité que nous nous sommes imposée de penser aux usagers du métro auxquels cette composition est destinée.

— Ce n'est pas seulement parce qu'une commission des Beaux-Arts nous a passé une commande que nous travaillons, mais surtout pour les gens qui monteront et descendront l'escalator, plus ou moins pressés, plus ou moins distraits et fatigués. Il y a là un public immense — la ville — envers lequel nous avons une responsabilité.

L'ART ET LA VILLE

Quant à *Anne Van Loo*, voici pourquoi et comment elle se situe dans le collectif.

— Il y a un an et demi, lorsque Roger Somville m'a proposé de collaborer à son vaste projet de réalisation d'une « Boîte plastique » dans la station de métro Hankar, j'ai immédiatement accepté. En effet, partisan du muralisme depuis toujours, Somville est probablement un des seuls peintres belges à avoir compris l'importance du rôle potentiel de la peinture murale à un niveau non seulement architectural, mais urbanistique. Ses idées m'intéressaient d'autant plus qu'elles devaient déboucher sur une réalisation pratique à laquelle je pouvais apporter une vision non spécifiquement picturale.

Par la recherche d'un « squelette », puis la construction de grandes lignes géométriques et de vastes mouvements de couleurs, nous nous sommes employés à supprimer les coins, à pulvériser le tympan, à défoncer murs et plafonds, afin de remodeler, en *un espace plastique global*, la stricte juxtaposition des côtés d'un parallépipède.

Cela suppose évidemment une remise en cause radicale de la conception mystifiante et demeurée de « l'acte architectural » et de « l'œuvre picturale » : c'est la question du rôle social de l'architecte et du peintre qui est posée. A cette question, il y a bien sûr autant de réponses qu'il y a d'options politiques et philosophiques différentes, mais celle que Roger Somville a choisie me semble aller dans le sens d'un art et aussi d'une ville plus démocratiques.

QUELLE LIBERTE ?

Après avoir interrogé les jeunes, nous avons demandé son avis à Roger Somville.

— Dans cette aventure du métro Hankar, il y avait au départ des données objectives : un projet existant, des murs contraignants. La subjectivité est venue après. C'est vrai que j'ai réalisé, d'abord seul, une quinzaine de projets, une centaine de dessins pour préparer l'ensemble du mural. Au stade suivant, Anne Van Loo a travaillé avec moi à dégager des lignes de force géométriques qui allaient servir de colonne vertébrale au mur.

Puis, avec les cinq gaillards que voilà, nous avons exécuté en atelier une cinquantaine de panneaux centrés sur les motifs dominants de la composition. Alors ici, il y a assurément d'un côté un peintre disposant de plus d'expérience et de plus d'autorité que les autres. Mais il n'est plus seul.

Au demeurant, des interférences ont déjà eu lieu *avant* ce travail commun : je pense en particulier à tout l'apport d'un peintre comme Timper par exemple, à l'Académie de Boitsfort, où il est arrivé avec son tempérament et où il a modifié des choses. Les interférences se poursuivent encore chaque jour ici, et j'en bénéficie aussi.

L'idéologie dominante parle d'« originalité », de « personnalité », à partir de ce qui favorise l'individualisme à outrance — c'est-à-dire son dessein propre — et de ce qui aide le marché de l'art à se développer dans le sens désiré. Il s'agit de se différencier à tout prix, pour ETRE, et plus précisément, pour être commercialisé.

Moi, je défens la personnalité, l'originalité, la liberté de l'artiste à partir d'une conception du monde, centrée sur les intérêts des masses en mouvement. Ce qui ne signifie nullement, j'y insiste, le refus du pluralisme des tendances artistiques. Au contraire, c'est de la confrontation, c'est de conflits artistiques que naîtra et grandira un art nouveau.

Je crois que les jeunes artistes sont nombreux à ressentir une certaine angoisse devant leur avenir, devant le vide que leur offre le régime. Le genre d'expérience que nous vivons ici est trop rare. Non seulement en ce qu'elle offre un espace et une structure à de jeunes talents, mais aussi en ce qu'elle établit une liaison avec la ville, comme cadre spatial de rapports sociaux.

(Propos recueillis par Rosine Lewin.)

EN DIAGONALE

DICTATURE DU PROLETARIAT

La décision du parti communiste français de supprimer la référence à la *dictature du prolétariat* qui figurait jusqu'ici dans ses statuts, a suscité une certaine émotion. Sans doute le problème se pose-t-il différemment en Belgique où le parti communiste a renoncé à employer ces termes depuis belle lurette. Il n'en mérite pas moins de retenir l'attention car il s'agit d'une notion à laquelle aussi bien Marx que Lénine accordèrent une importance primordiale.

« En ce qui me concerne, écrit Marx, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni celui d'avoir découvert leur lutte (...) Ce que j'ai fait de nouveau consiste dans la démonstration suivante : 1° l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines luttes définies, historiques, liées au développement de la production; 2° la lutte de classe conduit nécessairement à la *dictature du prolétariat*; 3° cette dictature elle-même constitue seulement la période de transition vers la suppression de toutes les classes et vers une société sans classes. »

Marx (Lettre à Weidemeyer, 5 mars 1852.)

En se référant à ce texte de Marx, Lénine déclare de son côté que « quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant marxiste (...) Celui-là seul est marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat* ».

(« L'Etat et la révolution ».)

Ces textes sont catégoriques. Peut-on se borner à estimer qu'ils sont vieillissants et ne répondent plus aux nécessités de notre époque ? Encore que rien n'interdit de le faire, car il n'est pas de textes sacrés, ce serait un peu court. Avant d'en décider, il convient de rappeler ce que Marx et Lénine entendent par *dictature du prolétariat* car ce rappel éclaire singulièrement le problème.

Marx et Engels n'emploient pas seulement ces termes pour justifier la violence révolutionnaire. Ils l'emploient aussi comme définition scientifique du pouvoir politique nécessaire pour toute une période historique du passage du capitalisme au communisme.

Dans ce sens général, la *dictature du prolétariat* s'oppose à la *dictature de classe de la bourgeoisie*.

Celle-ci n'implique pas forcément un pouvoir exercé en recourant à des moyens violents, autoritaires. Lénine le rappelle : « Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une *dictature de la bourgeoisie* ». (« L'Etat et la révolution »).

Et de même que la dictature de classe de la bourgeoisie peut s'exercer sous des formes très diverses, y compris celle d'une démocratie bourgeoise, la dictature du prolétariat peut présenter une grande variété de formes, y compris des formes qui ne sont nullement « dictatoriales » dans le sens courant du terme.

Dans le contexte historique de la Russie de 1917, quand la victoire ou la défaite de la révolution se décide dans un contexte de guerre civile, dans un pays où le prolétariat est minoritaire, Lénine met certes l'accent sur la violence révolutionnaire et le caractère *dictatorial* du pouvoir prolétarien.

Certains textes de Lénine — et à fortiori de Marx et Engels — écrits en d'autres circonstances envisagent par contre la possibilité d'un passage pacifique au socialisme et de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois là où celles-ci ont un caractère démocratique. « Les socialistes veulent utiliser l'Etat moderne et ses institutions dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière », écrit-il en 1916. (« L'Internationale de la jeunesse ».)

Car Lénine estimait que la marche vers le socialisme devrait s'effectuer sous des formes fort différentes de celles de la Russie « pays de Nicolas II et de Raspoutine », dans « les pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratique à tous les hommes, jusqu'au dernier ».

Dans les pays d'Europe occidentale, riches de traditions démocratiques, la « dictature du prolétariat » ne répond plus aux buts que nous nous fixons.

Tout d'abord, le terme « dictature » risque d'être mal interprété, de façon littéraire et simpliste. Depuis l'avènement des régimes fasciste et nazi, des régimes dictatoriaux qui se sont installés ensuite en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Amérique latine, il s'identifie avec l'idée de répression violente, de coercition brutale. Il a acquis une signification qui en fait l'opposé de la démocratie toujours plus large et des libertés toujours plus étendues pour lesquelles nous luttons.

De son côté, le mot « prolétariat » définit mal une classe ouvrière qui s'est renforcée en nombre et en puissance en même temps qu'elle a pris conscience de sa force. Les ouvriers ne sont plus, comme au temps de Marx, des prolétaires qui « *n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, rien à perdre que leurs chaînes* ».

Par ailleurs, dans la société socialiste démocratique et pluraliste que nous voulons réaliser, le pouvoir aura une base beaucoup plus large que la dictature du prolétariat.

Car ce socialisme, nous entendons y arriver en « développant la démocratie jusqu'au bout » par une lutte opiniâtre où la classe ouvrière jouera un rôle déterminant mais qui pourra seulement triompher avec le concours de l'ensemble des masses populaires, de toutes les couches sociales intéressées à la victoire du socialisme. Et le pouvoir socialiste sera le pouvoir de *tous les travailleurs*, un pouvoir qui ne limitera pas l'exercice des libertés mais les développera dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Si les partis communistes abandonnent la référence à la dictature du prolétariat, ce n'est donc pas seulement pour une question de clarté de vocabulaire, encore que les mots ont de l'importance si leur sens risque d'être mal compris. C'est aussi parce que, chez nous, la notion de « dictature du prolétariat » retarde sur la vie.

P. J.

LA CROIX ET LA BANNIERE

Coup sur coup, de hauts dignitaires de l'Eglise catholique d'Italie et de France viennent de lancer de sévères mises en garde contre une « coexistence du christianisme et du marxisme ».

La première est venue du cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome, à l'occasion d'une interview datée du 29 novembre dernier. « Le marxisme, doctrine athée, est une source de vives préoccupations et de souffrances pour nous tous, à commencer par le Saint-Père », a-t-il dit. Déplorant la résignation de l'opinion chrétienne devant les progrès des communistes en Italie, le prélat exhortait vivement la démocratie-chrétienne « bastion contre la conquête du pouvoir par les communistes » à une opération de nettoyage intérieur. « Partout où le communisme arrive au pouvoir — même en Emilie-Romagne — l'Eglise se trouve en difficulté », a affirmé le cardinal Poletti.

Pour sa part, Mgr Matagrín, vice-président de la Conférence épiscopale française, écrivait dans le numéro de décembre de sa revue diocésaine que le communisme « ne peut garantir en pratique la liberté et les libertés », et que la « théorie de la lutte des classes enferme l'humanité dans le cycle infernal de la violence ». Pour le surplus, l'évêque de Gernoble dénonçait « les atteintes aux libertés » perpétrées dans les pays socialistes, notamment à l'égard des chrétiens.

Si le ton du vicaire de Rome est plus véhément, s'il affecte des allures de croisade nettement préconciliaire, il n'en reste pas moins que Poletti et Matagrín prennent, presque simultanément, des initiatives parallèles.

La coïncidence n'est assurément pas fortuite.

C'est en Italie et en France que les luttes sociales et politiques revêtent le caractère le plus aigu, soulignant avec éclat la profondeur de la crise du régime. C'est en Italie et en France que les masses chrétiennes participent le plus largement aux combats de la classe ouvrière pour imposer une autre majorité et une autre politique. C'est aussi là que — sous des formes diverses — la perspective d'une accession au pouvoir des forces progressistes est la plus proche, qu'elle apparaît comme réaliste et consistante.

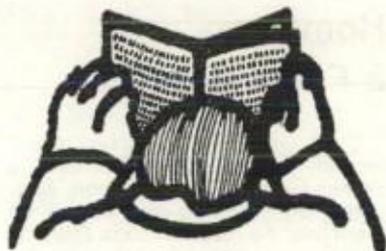
Il s'agit dès lors pour les évêques italiens et français de dresser barrières et épouvantails. Mais ici et là, les motivations invoquées sont fragiles et très controversées. Certes, le débat sur les libertés n'est pas clos. Il ne le sera pas de si tôt. Mais en Italie, par exemple, la gestion des communes et régions « rouges » n'a pas porté atteinte aux libertés religieuses, et chacun peut le vérifier. Par contre, l'appui obstiné de la Hiérarchie à une Démocratie-chrétienne corrompue, impuissante, gangrenée par la Mafia, n'est pas de nature à faire revenir en arrière les travailleurs qui ont opéré un choix de classe.

Par ailleurs, en France, ce qui frappe, ce sont les contradictions et tergiversations des évêques qui oscillent entre une attitude réaliste et la peur du changement. A Lourdes, en octobre 1975, l'assemblée de l'épiscopat français actait le refus de la crise et de sa fatalité comme un phénomène de masse ; elle enregistrait « l'aspiration à vivre mieux et à vivre libres », et la solidarité de luttes des travailleurs croyants et incroyants. Deux mois plus tard, Mgr Matagrín donne un coup de frein. Que pourra-t-il arrêter ? Est-ce le dernier message papal sur la morale sexuelle qui l'aidera à dresser une barrière entre les travailleurs croyants et l'attrait du marxisme ? C'est peu probable.

R.L.

Si vous n'avez pas encore renouvelé
votre abonnement pour 1976, hâtez-
vous de le faire !

Livres



Une paix pour notre temps

Une colombe crucifiée sert de symbole — et de jaquette — à ce livre signé par Paul M.G. Levy, et qui est bâti sur deux textes d'Eglise : l'encyclique de Jean XXIII « *Pacem in terris* » (1963), la lettre envoyée par le cardinal Roy, à Paul VI pour le dixième anniversaire de l'encyclique. Le cardinal Roy, ques et biographiques rédigées par président de la commission pontificale Justice et paix jauge dans ce document la résistance de « *Pacem in terris* » aux épreuves du temps et élabore une synthèse (la dernière en date) des positions de l'Eglise catholique devant les problèmes de la paix.

Le professeur Levy a fait de cette « Lettre » l'objet de son cours de sociologie de la paix et de la guerre, à l'Université de Louvain, en 1973-1974. Et il a joint au texte cardinalice ses propres réflexions, celles de trois de ses étudiants, ainsi que celles de deux polémologues — l'un agnostique, l'autre croyant.

On se trouve donc devant une construction à plusieurs niveaux, d'une architecture peu banale.

Très curieusement, ce n'est pas tellement le général Werner, polémologue agnostique, qui apparaît le plus critique ou le plus « extérieur », dans l'ensemble de ces contributions. C'est plutôt Julius Freund, chrétien, et directeur de l'Institut de polémologie de Strasbourg. Lui seul met en cause ce qui, à nos yeux aussi, constitue la carence *fondamentale* du texte du cardinal Roy — un manque d'analyse économique et politique. Cer-

tes, nous ne rejoindrons aucune des conclusions de M. Freund — pour qui « le colonialisme n'est pas un mal en soi » — mais il a le mérite de souligner sans ménagement que la lettre à Paul VI flotte dans une espèce d'apesanteur, qu'elle est « suspendue au-dessus de la réalité empirique ».

Sans doute, ce caractère désincarné n'enlève pas tout leur intérêt aux considérations de Paul Lévy ou du cardinal Roy, et les spécialistes des problèmes de la paix en prendront connaissance avec fruit. Le manque d'analyse de base — plus patent chez le cardinal que chez notre compatriote — entraîne cependant chez l'un comme chez l'autre des attitudes d'un irréalisme spectaculaire. Attendre, par exemple de la « désescalade spirituelle et morale » l'arrêt de la course aux armements, voir dans les mentalités « totalitaires » la cause essentielle des guerres, considérer l'Amour comme un « moteur de l'histoire », n'est-ce pas ignorer toutes les leçons de l'histoire ? C'est encore de la même source — la source idéaliste qui abstrait les conflits de leurs réalités temporelles et spatiales — que provient par exemple l'assimilation de l'URSS et des USA, comme « couple » de superpuissances équivalentes.

Ceci dit, et dit fort schématiquement, ce n'est pas par souci de courtoisie mondaine que nous ajouterons que ce livre se lit avec intérêt et même, à certains moments, avec agrément. Car il ne faudrait pas s'y tromper, le cardinal Roy ne manque pas de sens critique et autocritique.

R.L.

Editions J. Duculot à Gembloux
— 350 F — 264 pages.

Hommage à Frans Masereel

C'est un hommage assez monumental que vient de rendre à Frans Masereel la fondation Mercator. Un grand volume bourré de planches, de reproductions (plus de trois cents), de notes bibliographiques et biographiques rédigées par Pierre Vorms et H.C. von der Gabelents qui furent de ses amis à l'étranger, riche aussi d'une étude circonstanciée de Roger Avermaete, le défenseur, de longue date, en Belgique, de celui qui fut malgré toute sa notoriété de graveur sur bois, pendant longtemps interdit de séjour dans son propre pays...

On sait, en effet, ou plutôt on l'a oublié, et il est bon sans doute de le rappeler, que l'Etat belge a refusé longtemps un passeport à celui qui fut le compagnon de Romain Rolland à Genève, en 1917, l'illustrateur de Duhamel et de Stefan Zweig, de Vildrac, de Tolstoï et Verhaeren, de Teirlinck et Walt Whitman, l'ami de Grosz et de Lounatcharski, de Brecht comme de Henri Van de Velde.

Avermaete met pertinemment l'accent sur l'apport incomparable de Masereel à la gravure sur bois dont il est, avec quelques Allemands, le rénovateur. Sa conception, sa vision d'imagier moderne, son style dont la simplicité masque parfois l'originalité. Ce style direct, aux contrastes francs ne cesse de nous dire fraternellement le destin

fait à l'homme par d'autres hommes : la guerre, l'oppression, la ville marâtre, la solitude et la fleur bleue, les amoureux et l'arche d'espoir que font leurs bras enlacés par dessus les bâtisses rébarbatives.

Les romans en images dont il inaugure le genre : « Debout les morts », « Mon livre d'heures », « La passion d'un homme », etc., les centaines de gravures pour « Jean-Christophe », pour « Thyl Ulenspiegel », pour des revues, des journaux, c'est toute une image populaire de l'homme entre 1917 et les années 30, dont nous lui sommes redevables, et qui est devenue nôtre jusqu'au cliché un peu partout dans le monde, en URSS et aux USA, dans l'Espagne républicaine, l'Allemagne antifasciste, la Chine rouge.

Masereel n'épuise certes pas à lui seul toute la gravure sur bois contemporaine. Il y a eu, il y a d'autres graveurs, et certains admirables. On a pu trouver ailleurs peut-être plus de subtilité ou de brutalité, des exigences plus grandes de forme, une façon plus précise même de refléter notre époque, nos contradictions. Personne cependant, je crois, n'a montré autant que Masereel, au cours d'un demi-siècle, une verve aussi intarissable, un élan aussi constamment chaleureux, des accents aussi populaires, une attention aussi fraternelle à la geste moderne de l'homme quotidien aux prises avec un destin qu'il refuse de se laisser imposer par la force.

Jean CIMAISE.



les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

- Au sommaire de quelques récents numéros
- Civiliser l'armée, (N° 21)
par Joe Gom-Leplouc
 - Le dossier Glaverbel, (N° 20)
par Pierre Joye et Rosine Lewin
 - Qu'est ce que le compromis historique ? (N° 19)
par Jacques Moins
 - Le Zaïre, situation et perspectives, (N° 19)
par Jules Lammens
 - Les tares de l'AMI, (N° 17)
par Jacques Lemaitre
 - L'AMI et les médicaments, (N° 18)
par René Deroux
 - Joseph Jacquemotte, un certain combat
(avril, mai et juin 74)
par Maxime Steinberg
 - La décolonisation du pétrole, (N° 14)
par le Groupe d'économistes marxistes
 - Information radiotélévisée et mouvement ouvrier (N° 9)

On peut obtenir ces numéros en versant 50 F au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20, av. Stalingrad - Bruxelles et en indiquant le N° des Cahiers Marxistiques demandé.

Avez-vous renouvelé votre confiance et votre abonnement aux Cahiers Marxistes ?

Si oui, nous vous en remercions chaleureusement.

Si non, nous vous invitons à effectuer dès aujourd'hui le virement ou le versement dont la revue a besoin pour continuer sa tâche.

Pour rappel, l'abonnement pour 1976 reste fixé à 400 francs, pour dix numéros. Les moins de 25 ans conservent le privilège de ne payer que la moitié de cette somme. Les abonnements de soutien sont très, très bienvenus.

CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F